

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'IMPOT

COMME FACTEUR

DE LA

HAUSSE DES PRIX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 14 mars 1922, à 2 heures

PAR

Grégoire KHÉRIAN

Président : M. CHARLES RIST, professeur

Suffragants : } MM. FERNAND FAURE, professeur
GERMAIN-MARTIN, professeur

PARIS

JOUVE & C^o, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1922

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'IMPOT

COMME FACTEUR

DE LA

HAUSSE DES PRIX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 14 mars 1922, à 2 heures

PAR

Grégoire KHÉRIAN



Président : M. CHARLES RIST, professeur

Suffragants : $\left. \begin{array}{l} \text{MM. FERNAND FAURE, professeur} \\ \text{GERMAIN-MARTIN, professeur} \end{array} \right\}$



PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1922

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

En dehors des *Traité de Science des Finances* de MM. LE-ROY-BEAULIEU (Paul), COLSON, ALLIX, JÈZE et COSSA (Luigi).

STOURM (R.). — Systèmes généraux d'impôts, 3^e édit.

SELIGMAN. — Théorie de la répercussion et de l'incidence de l'impôt.

— La liquidation financière de la Guerre aux Etats-Unis.

— Le coût de la Guerre et la manière dont on y a pourvu.

GOTTLIEB. — Finances d'après-guerre.

JÈZE (Gaston). — L'impôt extraordinaire sur le capital.

— Les finances de guerre de la France.

LACHAPELLE (G.). — Les finances britanniques.

— La vérité sur notre situation financière.

PUPIN (René). — La richesse de la France devant la guerre.

— Richesse privée et finances françaises de l'avant-guerre à l'après-guerre.

PICARD (Roger). — La crise économique et la baisse des salaires.

LESCURE (Jean). — La baisse des prix et ses problèmes.

RENARD (Georges). — La vie chère.

BONNET (Georges). — Les finances de la France.

VISSERING. — Problèmes internationaux, économiques et financiers.

CHARRIAUT et HACAULT. — La liquidation financière de la Guerre.

RAFFALOVICH (A.). — Le marché financier pendant la guerre.

RAFFALOVICH et GUYOT (Yves). — Inflation et déflation.

VALOIS (G.). — La monnaie saine tuera la Vie Chère.

TRUSTEE. — Le bilan de la Guerre

et surtout :

Le compte-rendu de la Conférence Financière Internationale de Bruxelles 1920, en 5 volumes, publiés par le Secrétariat de la Société des Nations, en français et en anglais.

L'IMPÔT

COMME FACTEUR

DE LA HAUSSE DES PRIX

INTRODUCTION

On n'a jamais cessé de faire appel à la solidarité nationale ou au patriotisme intégral, pour faciliter l'accomplissement de ce qu'on a appelé le devoir fiscal sacré. Et pourtant, qui oserait nier que l'éternel cauchemar du citoyen-contribuable, c'est l'impôt, *quel qu'il soit*, sauf peut-être... « celui que paie le voisin », comme on l'a si spirituellement fait observer. On ne se résigne à le subir qu'avec le minimum d'empressement, après avoir vainement *tout tenté* pour s'y soustraire !

Je n'insisterai pas outre mesure sur cette aversion universelle contre toute imposition, l'objet de mon étude étant tout autre. Je me propose, en effet, d'analyser ici, cet aspect particulier du problème fiscal qui consiste à *déterminer la part du facteur impôt* dans la hausse des prix, afin de vérifier, s'il y joue réellement ce rôle prépondérant que l'opinion publique lui attribue partout, avec obstination.

On a du reste maintes fois constaté, lors de chaque crise économique aiguë, que la grande masse est trop facilement portée à traiter l'impôt de bouc émissaire. Il ne faut donc pas trop s'étonner de ce qu'elle l'accuse si violemment aujourd'hui, d'être le principal artisan de la terrible crise de vie chère qui sévit depuis bientôt sept ans. En dehors de ce mécontentement spontané et presque instinctif de la masse amorphe des contribuables, il est à noter que ce sont surtout les groupements industriels et commerciaux (Chambres de Commerce, Associations Syndicales, etc.), qui se déclarent *les ennemis irréductibles et systématiques de toute imposition* et dirigent une véritable croisade, contre tout projet nouveau d'aggravation ou même de simple remaniement d'ordre fiscal. Qui ne sait d'ailleurs les efforts que font ces puissantes organisations, pour essayer de justifier devant l'opinion publique, les majorations de prix pratiquées par leurs adhérents, dans des proportions souvent abusives !

Il faut ajouter enfin que de nombreux économistes et chroniqueurs financiers ont également tendance, ainsi que nous le verrons plus loin, à attribuer une influence exagérée au facteur impôt dans la persistante crise de vie chère.

Je me propose d'examiner dans cette étude, en ce qui concerne tout particulièrement la France, *la part qu'il faut assigner à l'impôt* dans la hausse des prix consécutive à la Grande Guerre. Je vais essayer de démontrer *qu'elle a été fort modeste*, par rapport à l'énorme répercussion d'autres facteurs tels que l'in-

flation fiduciaire, les pertes de vies humaines, les destructions, l'inutilisation économique de millions de soldats pendant cinq ans, la persistante insécurité politique, etc., etc.

Dans une première partie, j'aurai recours à des arguments tirés de l'observation de certains faits mondiaux contemporains, étayés sur des chiffres officiels et montrant le manque total de corrélation entre les mouvements des impôts et ceux des prix.

La deuxième partie sera consacrée à l'examen concret *des aggravations fiscales effectivement réalisées*, pour essayer de déterminer, à la lumière de principes financiers unanimement acceptés, *la mesure* dans laquelle elles ont réellement contribué au relèvement du coût de la vie.

PREMIÈRE PARTIE

Arguments tirés de l'observation de faits mondiaux contemporains

Cette première partie est principalement consacrée à l'examen méthodique de tableaux statistiques, puisés pour la plupart dans des publications officielles et notamment celles de la Conférence Financière Internationale de Bruxelles de 1920.

A l'aide de distinctions nécessaires et de comparaisons appropriées, on verra apparaître le faible rôle du facteur impôt dans la hausse des prix, par suite du manque de corrélation entre le niveau des prix et celui des impôts. C'est ainsi qu'il sera aisé de constater, que, loin d'avoir contribué à surélever le coût de la vie, *les plus forts impôts coexistent souvent avec de bas prix*, ou qu'à l'inverse, les pays tenant le record de la vie chère bénéficient de charges fiscales relativement légères.

Cette partie préliminaire ne nécessitera du reste pas de trop longs développements, les conclusions découlant, la plupart du temps, de la simple comparaison des chiffres, avec une évidence quasi-mathématique.

PREMIER ARGUMENT

La Vie Chère est un phénomène mondial

Une constatation primordiale ressort de la simple lecture des *index-numbers* et frappe l'observateur le moins averti. C'est le caractère essentiellement mondial de la crise de vie chère. Depuis le déclenchement de la Grande Guerre, *aucun pays*, allié, ennemi ou neutre, n'a pu y échapper, ainsi qu'on le verra dans le tableau qui suit, publié pour mars 1920, dans le *Labour Gazette*, organe du Ministère anglais du Travail et donnant les *augmentations* de prix constatées à cette date, par rapport à ceux de juillet 1914 :

Belgique : 361 0/0;

Italie : 306 0/0;

France : Paris, 239 0/0; province, 220 0/0;

Norwège : 198 0/0;

Suède : 191 0/0;

Hollande : 163 0/0;

Angleterre : 146 0/0;

Suisse : 137 0/0;

Etats-Unis : 96 0/0;

Australie : 63 0/0; etc.

Voici un autre tableau, publié dans les *Documents de la Conférence financière de Bruxelles*, volume IV, p. 6 :

Les prix de gros sont :

Au 31 déc. 1919 en Italie.....	487 %	de ceux d'avant-guerre
— — en France.....	425 %	—
— 31 mars 1920 en Angleterre.	317 %	—
— — en Norvège..	351 %	—
— 31 déc. 1919 en Suède.....	317 %	—
— 31 janv. 1920 au Japon.....	301 %	—
— 31 mars 1920 au Canada..	233 %	—
— 31 juil. 1919 aux Etats-Unis.	249 %	—

On voit de suite que la Suède, la Norvège et la Hollande, pays neutres, y accusent des taux de majoration supérieurs à ceux de l'Angleterre, de l'Australie et surtout des Etats-Unis, pays belligérants ! La Suisse figure également au nombre des pays fortement affligés par la vie chère. Or, les aggravations fiscales votées dans la plupart des pays neutres sont *hors de proportion* avec l'énormité de la hausse des prix dont ils souffrent, ainsi que le montrera le tableau suivant, tiré des Documents de la Conférence financière de Bruxelles, volume IV, et dont les éléments sont puisés *dans les Rapports officiels des différentes Délégations* :

PAYS	Impôts 1913-14	Impôts 1919-20	Pourcentage de la majoration
Royaume-Uni ...	£ 173 636.000	£ 1 365.300 000	686 %
Etats-Unis	\$ 698.000.000	\$ 5 152.000.000	638 %
Belgique.....	Frs. 415 165.000	Frs. 3.020.702.000	628 %
Norvège.....	Kr. 118.967 000	Kr. 529.939.000	345 %
France.....	Frs. 4 528.541.000	Frs. 19.732.022 000	336 %
Italie.....	Lire 2.652 000.000	Lire 11 000.000.000	315 %
Suisse.....	Frs. 78.300.000	Frs. 286.900.000	266 %
Suède.....	Kr. 231.425.000	Kr. 743 541.000	221 %
Hollande.....	Fl. 203.759 000	Fl. 615.183.000	202 %
Grèce.....	Dr. 220.700.000	Dr. 469.900.000	112 %
Portugal.....	Mr. 65.398 000	Mr. 110.418.000	69 %
Brésil.....	Mr. 48.315.000	Mr. 81.007.000	67 %
Espagne.....	Pes. 1.168 000 000	Pes. 1.560.000.000	33 %
Argentine.....	Pes. 370.002.000	Peso 396 756.000	7 %

DEUXIÈME ARGUMENT

Manque de corrélation entre le niveau des Impôts et celui des Prix

Les statistiques qui suivent sont tout aussi instructives, car elles font toucher du doigt la *frappante absence de proportionnalité* entre le fardeau fiscal des différents pays qui y figurent et leurs niveaux des prix, en *montrant simultanément* le pourcentage de l'augmentation du coût de la vie et celui du total des impôts pour l'exercice 1919-1920.

PAYS	Pourcentage de l'augmentation des prix en mars 1920 sur ceux d'avant-guerre	Pourcentage de l'augmentation des impôts 1919-20 sur ceux d'avant-guerre
Italie	306 %	315 %
France	239 %	336 %
Norvège	198 %	345 %
Suède	191 %	221 %
Hollande	163 %	202 %
Royaume-Uni	146 %	686 %
Etats-Unis	96 %	638 %
Australie	63 %	152 %

On voit que l'Italie et la France qui, en mars 1920, détiennent sans conteste le record de la vie chère, parmi le groupe des alliés, sont loin, à la même date, d'avoir assumé les plus lourdes charges fiscales.

Par contre, les Etats-Unis et l'Angleterre, tout en ayant pratiqué les plus écrasantes impositions (686 et

638 0/0) souffrent de la hausse des prix, dans une proportion bien moindre.

On vient de publier en Angleterre les résultats du dernier exercice, clos au 31 mars 1921. Pour cette seule année budgétaire, l'Angleterre a *effectivement encaissé* le chiffre fabuleux de 25.800 millions de FRANCS OR, ce qui, converti en franc papier, équivaut *au triple* des impôts réellement perçus en France en 1920, ceux-ci ne s'étant élevés qu'à 13.200 millions (au lieu des 16 milliards prévus). Néanmoins, *la vague de baisse a été beaucoup plus forte en Angleterre et surtout plus effective*, car elle y a ébranlé même les prix du commerce de détail! Cette constatation récente renforce les conclusions ci-dessus.

En ce qui concerne plus particulièrement la France, voici un tableau saisissant :

ANNÉES	1913	1915	1916	1917	1918	1919
Niveau des Prix.	100	143	188	273	344	356
Impôts en millions francs	3.216	4.132	5.048	6.490	6.634	11.620

Il est visible que jusqu'à la fin de l'année 1918, les impôts n'ont suivi en France qu'une progression insignifiante, alors qu'en décembre 1918 le coût de la vie avait déjà renchéri de 244 0/0!

TROISIÈME ARGUMENT

*L'exemple de la politique fiscale
des pays anglo-saxons*

Une nouvelle preuve de la faible répercussion des charges fiscales sur la vie chère, peut être tirée de l'étude de la politique fiscale de l'Angleterre et des Etats-Unis, rapprochée de celle des autres Alliés.

La politique traditionnelle de l'Angleterre a pour objectif de « financer » la guerre par le produit d'impositions accrues, *dans le but d'amortir très rapidement* les dépenses de guerre, pour en éviter le poids aux générations futures. C'est surtout par le procédé classique et fort commode de la *majoration du taux de l'« income tax »* que la Grande-Bretagne réussissait à couvrir une notable partie de ses dépenses de guerre. Au cours de la guerre 1914-1918, malgré l'énormité de celles-ci, les Chanceliers de l'Echiquier qui se sont succédés, n'ont pas hésité à pratiquer, dans une large mesure, cette méthode courageuse et sage. Dès les premiers mois de la guerre, ils ont fait voter d'importantes aggravations aux impôts existants, tout en créant peu à peu toute une série d'impôts nouveaux, au nombre desquels il faut tout particulièrement insister sur « l'Impôt sur les bénéfices de guerre » et « la Supertaxe de guerre ». Ceux-ci, très énergiquement appliqués, ont fait rentrer des dizaines de milliards, l'Impôt sur les bénéfices de guerre ayant, à lui seul, rapporté 940 millions de livres, soit environ 24 milliards de *francs or* !

D'après Gottlieb (1), l'Angleterre aurait couvert par l'impôt, 25 0/0 de ses dépenses totales durant la dernière guerre. Et en tenant compte des recettes provenant des impôts déjà existants en 1914 (qui étaient évidemment destinées à payer les dépenses normales), il trouve néanmoins que 19 0/0 des dépenses de guerre proprement dites, y ont été intégralement couvertes par les *impôts de guerre, stricto sensu*.

Les Etats-Unis, dès leur entrée dans la Grande Guerre, ont adopté une politique fiscale identique, appliquée avec plus d'énergie encore. Gottlieb évalue à 22 0/0, les dépenses de guerre entièrement acquittées par les recettes de *véritables impôts de guerre* ».

Lorsqu'on considère les autres Alliés, on est forcé d'y constater une politique financière diamétralement opposée, ayant pour pivot essentiel, le recours aux emprunts et émissions fiduciaires, dans le but évident de *ménager le contribuable* le plus longtemps possible.

En France, on a laissé passer les trois premières années de la guerre, sans pour ainsi dire toucher aux impôts existants (2). Et lorsqu'on s'est enfin décidé

1. *Finances d'après-guerre*, p. 38.

2. Voir Jèze, *les Finances de guerre de la France*, pp. 36 et 100. Voir surtout le discours du Ministre des Finances, à la séance de la Chambre des Députés du 13 mars 1919. M. Klotz y affirme textuellement : « Messieurs, je le dis en toute franchise, parce que *c'est là vérité* (et il m'est pénible de la dire), ce pays qui a si admirablement accompli son devoir militaire, a montré très souvent *une certaine répugnance à accomplir tout son devoir fiscal*. » Mais la faute n'en incom-

à demander au contribuable l'inévitable effort fiscal, les nouvelles lois, péniblement élaborées et d'une complication inouïe, ont été, dans la plupart des cas, *si mollement appliquées...* qu'au 31 décembre 1918, sur un total de dépenses de 160 milliards, l'impôt couvrait à peine 23 milliards. Et si l'on en retranche, comme de juste, les recettes d'impôts normalement perçues pendant les dernières années de paix, on aboutit au chiffre dérisoire de 0,1 0/0 pour la proportion des *dépenses de guerre effectivement couvertes par des impôts de guerre* (1).

L'Italie a été un peu plus énergique en couvrant 7,3 0/0 par de véritables impôts de guerre.

Je n'ai nullement l'intention de critiquer la tactique fiscale adoptée en France par les différents Ministres des Finances, en complète harmonie, du reste, avec le sentiment de la majorité parlementaire. Ils *ont pu avoir d'excellentes raisons* de ménager le contribuable, en raison de la situation particulièrement délicate de la

berait-elle pas plutôt à ses gouvernants ? Nous y reviendrons avec plus de détail dans la deuxième partie.

M. G. Lachapelle, dans sa dernière publication « *la Vérité sur notre situation financière* », p. 17, souligne énergiquement la timidité de la politique financière de guerre de la France : « Toutefois on a pu critiquer, non sans raison, l'insuffisance des recettes réalisées du 1^{er} août 1914 au 31 décembre 1918. Le rendement des impôts, qui ne s'est élevé pendant cette longue période de 53 mois qu'à 23.180 millions, *est incontestablement trop faible*, puisqu'il n'atteint que 16 0/0 du montant des dépenses. » Mais les *impôts « de guerre » stricto sensu* couvrent à peine 0,1 0/0 des dépenses de guerre comme on l'a vu ci-dessus.

France, envahie et ravagée (M. Pupin évalue à 17 0/0 la diminution de la faculté contributive de la France après la victoire de la Marne) et aussi sous l'irrésistible pression de considérations politiques déterminantes.

Je me borne simplement à *souligner un contraste* : l'Angleterre et les Etats-Unis, tout en ayant pratiqué les plus fortes impositions, n'ont pas souffert de la vie chère dans une proportion aussi élevée que la France et l'Italie, pays où les recettes d'impôts ont pourtant été insignifiantes, à côté des recettes provenant d'emprunts ou d'émissions fiduciaires !

Ceci prouve bien que si le recours systématique aux emprunts plus ou moins déguisés, a pour effet de *dispenser momentanément* le contribuable de l'effort fiscal nécessaire (1), il n'en aboutit pas moins à SURÉLEVER

1. Je fais ici allusion à la politique fiscale de guerre de la France qui tendait effectivement à *réduire au minimum, le sacrifice immédiat* à exiger du contribuable.

Les intérêts et arrérages des emprunts de guerre (consolidés ou à court terme) étaient *alimentés et acquittés* le plus aisément du monde, *par le produit des nouveaux et incessants apports* du public, grâce notamment au rendement merveilleux des Bons de la Défense Nationale. Ces larges disponibilités permettaient d'ajourner le recours aux taxations. Il est vrai qu'il en est résulté l'accroissement de plus en plus progressif de la masse de la Dette publique. Mais qui se serait attardé à pareil inconvénient à longue échéance... en ces heures tragiques où il était nécessaire *d'aller vite et surtout de tout subordonner* au maintien de l'Union Sacrée.

D'autre part, la création d'environ 27 milliards de billets de banque, ayant *pour unique contrepartie* la dette de l'Etat vis-à-vis de la Banque, constituait le plus expéditif et le *moins coûteux des emprunts*, ayant en outre l'avantage d'une quasi-

le coût de la vie. C'est qu'en effet, les impôts offrent un certain aspect qui constitue une sorte de barrière contre l'élévation des prix, ainsi que je l'expliquerai longuement dans la 2^e partie de cette étude, dans sa 4^e section (pages 73 et suiv.).

QUATRIÈME ARGUMENT

La vague de baisse

L'examen des index-numbers parus depuis avril 1920 conduit à la constatation *d'un phénomène étrange*, éclos en pleine période de surcharges fiscales et qui vient très justement corroborer ma thèse de la faible part de l'impôt dans la vie chère. Je fais allusion à la fameuse Vague de Baisse dont on a tant parlé depuis deux ans. La crise a eu une répercussion mondiale, provoquant des chutes vertigineuses dans les prix de gros d'une foule de produits d'importance primordiale, ainsi que

clandestinité aux yeux du public. Ce funeste expédient est certes le principal artisan de l'inflation et de la vie chère. Mais la tentation était vraiment trop forte pour l'époque et le procédé était devenu classique dans presque tous les pays, lors de toute guerre de quelque importance !

Grâce à ce double mécanisme (emprunts à jet continu et émissions fiduciaires), les aggravations fiscales ont été systématiquement écartées. Il faut arriver à l'année 1919 pour constater une réaction contre ces procédés dilatoires et l'adoption de la seule méthode courageuse et sage qui consiste à *exiger du contribuable son concours nécessaire dans la liquidation financière de la guerre.*

le signale l'enquêteur du *Temps* dans le numéro du 3 avril 1921 :

PRODUITS	Avril 1920	Novembre 1920	Mars 1921	Juillet 1914
Cotons (Le Havre)	805	285	220	87
Laines (Le Havre)	1.550	890	550	233
Soie du Japon (Lyon)	420	220	145	47
Lin (Lille)	2.600	900	450	110
Cuivre (Paris)	702	548	416	160
Etain (Paris)	2.140	1.462	1.010	397
Cafés (Le Havre)	303	156	112	60
Cacao (Marseille)	400	210	153	120
Huile d'olives (Marseille)	1.200	950	520	160

Le caractère universel de la crise apparaîtra clairement dans le tableau que voici :

DATES	France	Angleterre	Suède	Italie	Japon	Etats-Unis
1920. Avril	600	321	354	740	316	266
— Juillet	506	347	364	667	252	262
— Décembre	444	302	299	692	216	189
1921. Janvier	415	229	—	—	—	177

Or, cet irrésistible mouvement de baisse a justement coïncidé avec le point culminant partout atteint par les impôts, depuis 1914. En effet, c'est surtout depuis l'Armistice que les Parlements de la plupart des pays belligérants, ont sérieusement songé à rétablir l'équilibre de leurs budgets, en essayant de couvrir leurs dépenses ordinaires, de caractère périodique et durable, par des

ressources également ordinaires et périodiques, c'est-à-dire le produit de nouveaux impôts. C'est dans ce but louable qu'ils se sont ingéniés à construire de savants échafaudages fiscaux, avec la ferme intention d'exiger le maximum d'imposition du contribuable qu'ils ont énergiquement sommé d'accomplir tout son devoir fiscal. On a, dès lors, adopté d'emblée les innovations fiscales les plus hardies qu'on aurait naguère qualifiées de révolutionnaires!...

C'est ainsi que la loi française des finances du 25 juin 1920 a, d'un trait de plume, *doublé* les taux de 1919, déjà sensiblement majorés. Cette même loi a créé, en outre, *le fameux impôt de 1,10 0/0 sur le chiffre d'affaires* et l'on sait que cette taxe aboutit parfois à frapper 4 à 5 fois le même article, étant perçue à chaque stade de la transformation industrielle. D'autre part, j'ai montré plus haut l'énormité des recettes d'impôts en Angleterre pour l'année 1920-1921 (près de 26 milliards de francs or).

Cette politique fiscale, nouvelle et énergique, a soulevé partout un vif mouvement de mécontentement, entretenu et aggravé par des campagnes de presse. *Néanmoins*, l'effondrement des prix, commencé au Japon en mars 1920, franchissant les Etats-Unis, a gagné l'Europe en mai 1920 et s'est accentué depuis lors sans heurt. *Il persiste* (1)

1. Il va sans dire que les très forts pourcentages de baisse plus haut rapportés, s'appliquant exclusivement *aux prix de gros*. Mais si la vague de baisse est loin d'avoir sérieusement ébranlé la citadelle du commerce de détail, celui-ci accuse du moins des diminutions sensibles, notamment en matière de

à l'heure actuelle sans qu'on puisse lui assigner un terme quelconque. Et pourtant les impôts, *dans tous les pays*, n'ont jamais été aussi écrasants, ni les projets de nouvelles aggravations fiscales aussi nombreux et variés!

CINQUIÈME SECTION

Arguments historiques

Il aurait été fort intéressant d'étudier *certaines époques* de l'histoire financière de quelques grands pays du Continent, particulièrement importantes par l'*ampleur des mesures fiscales décrétées* à la suite de quelque grave circonstance politique et notamment comme corollaire forcé d'une longue guerre, toujours désastreuse au point de vue de l'équilibre budgétaire. Un pareil examen, en dehors même de son intérêt historique, aurait pu *servir* en quelque sorte de *contre-épreuve* aux constatations plus haut rapportées, relatives à la guerre de 1914-1918. Cela aurait permis, en effet, de *vérifier*, à la lumière de l'histoire, si ce que nous venons de dire de la *faible répercussion* du facteur impôt, sur le phénomène mondial de la hausse des prix

vêtement, chaussure et autres *produits fabriqués*. Seuls les objets d'alimentation y résistent encore, dans l'ensemble. Il faut du reste se dire que *le fait*, pour les prix de détail, *de ne pas avoir haussé* corrélativement aux récentes et fort importantes aggravations fiscales, démontre suffisamment le bien fondé de l'argumentation ci-dessus.

consécutive à la Grande Guerre, n'est pas en contradiction avec l'état de choses observé à la fin d'autres périodes, dans lesquelles un régime de taxation à outrance a également sévi.

Il faut avouer, tout de suite, qu'un pareil examen rétrospectif est singulièrement *malaisé* à entreprendre. C'est que tout essai de reconstitution économico-financière de périodes quelque peu anciennes de l'histoire des grandes puissances européennes, devient au plus haut point délicat et difficile, par suite de l'incroyable pénurie de sources offrant une approximation suffisante de la réalité. La tâche devient même tout à fait téméraire dès qu'on tente de *remonter plus haut* que le début du xix^e siècle.

Il faut se rappeler, en effet, que les Gouvernements qui se sont succédés *avant l'Ere Révolutionnaire*, ne se sont nullement souciés de *publier au grand jour* les résultats précis de leur gestion financière, se croyant au-dessus de toute suspicion ! Ils auraient d'ailleurs été fort en peine d'établir, avec quelque exactitude, le rendement de leurs recettes fiscales, *ignorant eux-mêmes* la véritable importance de leurs ressources annuelles, dans ces temps... de *fermiers généraux et de traitants* ! C'est seulement depuis l'avènement définitif du régime parlementaire que des tentatives de sincérité budgétaire ont timidement vu le jour. Le progrès a du reste été fort lent, entravé qu'il était par les vicissitudes des régimes politiques qui se sont succédés. Cela montre la difficulté d'entreprendre, en matière fiscale, des comparaisons judicieuses, avec des périodes, même relati-

vement peu éloignées, de l'histoire financière des grands pays occidentaux.

Il ne faut pas oublier, d'autre part, que la statistique, en temps qu'étude et groupement méthodique de données puisées à des sources sérieuses, est une *science toute jeune* encore. De sorte que, si les recettes fiscales du passé sont très insuffisamment connues, on peut en dire autant en ce qui concerne le *niveau général des prix afférents à ces périodes relativement anciennes*. D'ailleurs, la découverte et l'usage de la méthode des *Index Numbers* ne remonte guère bien loin ! Il est vrai que des économistes réputés et consciencieux, ont réussi, par un labeur acharné, à dresser un tableau du *coût moyen de la vie*, remontant à plus d'un siècle en arrière. Mais leurs conclusions sont hypothétiques pour une forte part. Il n'en pouvait être autrement, car il est presque impossible d'évaluer *rétrospectivement* et à une si grande distance, l'échelle véritable des *prix d'antan*, alors surtout que le *changement de valeur de l'éta- lon monétaire* à travers les temps, contribue puissamment à augmenter les chances d'erreur. M. Lucien March a fort bien souligné toute la complexité de la tâche, dans son étude sur « le Mouvement des prix de gros », parue dans le *Bulletin de la Statistique générale* d'octobre 1916. Il y déclare notamment : « Dans ces conditions, « il est difficile d'établir, avant 1818, des rapproche- « ments très sûrs entre les singularités de la courbe des « prix et les événements économiques importants. D'ail- « leurs, durant la *période des guerres du premier Em- « pire*, l'observation exacte des prix devait présenter des

« *difficultés*, analogues à celles que l'on constate aujourd'hui; les événements économiques *dépendaient*, dans « une forte mesure, des *événements politiques* », et il ajoute, plus loin, « des *variations de l'étalon monétaire* ». C'est donc sous bénéfice d'inventaire seulement qu'il faut faire usage des Index-numbers un peu anciens.

Notre examen ci-dessous va porter sur certaines périodes historiques particulièrement importantes par le grand bouleversement que l'appareil fiscal y a subi, dans le sens d'une aggravation des impôts. Pour toutes les raisons qui précèdent, il nous est impossible de remonter plus loin qu'à la fin du Premier Empire. Nous allons donc parler de la période qui a immédiatement suivi les guerres napoléoniennes. Nous allons insister davantage sur les répercussions économiques observées en France à la suite de la malheureuse guerre de 1870, cette période pouvant être étudiée avec une exactitude suffisante, par suite de l'existence de sérieuses données statistiques. Et nous terminerons par la guerre de l'Afrique du Sud (1899-1902) en ce qui concerne, plus particulièrement, la Grande-Bretagne.

Au début de la Révolution Française, le budget de la France était, au dire de Necker, de 530 millions environ. Vingt-cinq ans de bouleversements sociaux et de luttes contre les coalitions étrangères, ont eu pour effet de porter le budget aux environs du milliard. Il s'agissait donc d'un véritable *doublément* du fardeau fiscal. La proportion apparaît plus considérable encore lorsqu'on tient compte de toutes les pertes de vies humaines

et des immenses ruines dont la France a eu à souffrir durant cette longue période de guerres. Il aurait dès lors été très utile d'indiquer, ici même, les nombres indices du coût de la vie s'appliquant à la fin de la Royauté et au début de la Restauration. Il faut regretter vivement l'impossibilité d'une pareille comparaison, aucun index number sérieux n'ayant pu être établi, pour ces périodes si agitées de l'histoire de la France, d'autant plus, que les folles *émissions d'assignats* y ont entièrement bouleversé l'échelle des prix. M. Lucien March reconnaît cette impossibilité, car il se contente, dans son étude précitée, de reproduire les nombres-indices à *partir de l'année 1857* seulement, en ce qui concerne la France.

On est relativement plus à l'aise pour juger, en Angleterre, les effets produits sur le coût de la vie, par les formidables impositions, adoptées à la suite des guerres que la Grande-Bretagne a dû soutenir et diriger contre la France de la Révolution et de l'Empire. Ces luttes, qui se sont prolongées pendant un quart de siècle, ont exigé de sa part, *un effort financier réellement colossal*. L'Angleterre a joué en quelque sorte le rôle de *commanditaire* de la Coalition européenne dirigée contre la France et il a constamment « financé » ses nombreux alliés, pour leur permettre de « tenir », ou de recommencer la bataille. Il en est résulté un appel incessant aux contribuables anglais, au point d'exiger d'eux, *dans la seule année 1815*, 1.850 millions de francs d'impôts ! Il est nécessaire de souligner *l'énormité de ce chiffre, pour l'époque*. C'est qu'il ne faut pas oublier que l'Angleterre possédait à peine 20 millions d'habitants et sa richesse

totale était à peine du tiers du chiffre actuel. Dès lors, une simple comparaison de ces 1.850 millions avec le total des impôts perçus en Angleterre en 1913 (environ 4 milliards de francs), montre à quel point les impositions de 1815 ont dû paraître écrasantes au contribuable britannique. Or, que nous disent les index-numbers anglais pour la période envisagée ci-dessus ? Ils montrent qu'en 1795, le nombre-indice était de 180 ; le maximum de 232 a été atteint en 1802 ; mais lorsqu'on examine le chiffre de 1816 (où les grosses taxations ont *joué en plein*), on est surpris de constater une chute vertigineuse à 168 ! La baisse n'a fait d'ailleurs que s'accroître, pour aboutir en 1832 au chiffre 120. Cet exemple historique, vient donc illustrer notre thèse de la faible influence du facteur impôt sur la hausse des prix.

La situation de la France, au lendemain de 1870, va nous fournir une nouvelle et plus frappante démonstration encore ! L'Assemblée Nationale fut contrainte, en effet, d'*accroître subitement* de 50 0/0 environ, les impôts de la France mutilée, qui venait de perdre 2,6 0/0 de son territoire et 4,2 0/0 de sa population, la perte portant d'ailleurs sur un territoire particulièrement riche et une population exceptionnellement bien douée. Elle ne créa qu'une taxe nouvelle, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Elle préféra recourir à la majoration des impôts anciens, en faisant porter *le plus gros effort sur les contributions indirectes*. M. Cauwès évalue à 830 millions, les impôts nouvellement créés, sur lesquels 721 millions avaient été demandés aux contribu-

tions indirectes ! Cette dernière constatation a son importance, car nous allons longuement expliquer, dans la 2^e partie de cette étude, pour quelles raisons *c'est surtout les impôts indirects* qui sont susceptibles d'avoir, dans l'ensemble, une réelle répercussion sur les prix.

Quelle a donc été l'influence, vers 1875, de ces 830 millions d'impositions nouvelles, sur le coût de la vie ? Le tableau de M. March est fort explicite à cet égard. L'*index number*, qui était de 133 en 1870, s'élève à 142 pour la courte période 1872-1873, pour *tomber immédiatement après* (en 1874) à 130, *malgré le jeu intégral* de tous les nouveaux impôts ! La baisse s'accroît d'ailleurs d'une façon ininterrompue, pour arriver à 100 dès l'année 1883 ! Ces chiffres se passent évidemment de commentaire.

La guerre anglo-boër va nous apporter une dernière preuve sur les effets anodins des impôts, au point de vue d'une hausse générale des prix. Cette guerre (1899-1902) a obligé la Grande-Bretagne à établir d'emblée 34.246.000 livres d'impôts nouveaux, soit 860 millions de francs au pair. Néanmoins, l'*index-number*, qui était de 100 en 1900, a oscillé aux *environs de 95* pendant toute la période de 1900 à 1906 ; remonté à 110 en 1907, il est immédiatement tombé à 100 dès l'année 1909.

Je terminerai ce chapitre en citant quelques cas caractéristiques, tirés également de l'histoire fiscale de différents pays d'Europe, qui montrent, qu'à la suite de certaines *créations d'impôts* ou de *modifications importantes* apportées aux taxations déjà existantes, les

prix des *articles visés* par ces mesures fiscales, très importantes pour l'époque, n'ont pas toujours varié dans une proportion symétrique. On verra même que parfois, les prix ont suivi une marche inverse à celle de l'impôt, déjouant tous les pronostics des économistes d'alors.

C'est ainsi que la loi française du 26 décembre 1890 éleva de 3 à 4 0/0 l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières; mais loin de provoquer l'effondrement des cours cotés à la Bourse, on assista plutôt à une longue période de hausse ininterrompue.

L'Italie, en 1868, taxa brusquement les coupons de sa Rente, d'une retenue de 8,80 0/0, portée à 13,20 0/0 en 1870! Or, la Rente italienne, cotée 57 francs en 1868, monta bientôt à 75 et dépassa les 80 francs dès 1871. De même, pour l'Autriche, la création, en 1868, d'un impôt de 16 0/0 sur la Rente, n'en amena nullement la dépression et fut même suivie d'une hausse considérable de celle-ci.

Voici un exemple plus concluant encore, car il concerne un article nettement déterminé. A la suite de la loi française du 29 décembre 1873, frappant d'un impôt de 30 centimes, le kilogramme de bougie et de stéarine, on enregistra, à la stupéfaction générale, la baisse progressive du prix de la bougie.

Faut-il donc conclure, à la suite de tous ces exemples historiques, à l'innocuité absolue de l'impôt? Nous ne le pensons nullement, ainsi que nous aurons l'occasion de l'expliquer dans la 2^e partie de cette étude. Qu'il nous suffise de noter ici, *qu'on exagère beaucoup l'influence*

des impôts sur les mouvements de prix. Ceux-ci sont la résultante de nombreux et très puissants facteurs économiques, au milieu desquels l'impôt ne joue qu'un rôle des plus modestes!

DEUXIEME PARTIE

Examen des aggravations fiscales et la mesure de leur répercussion sur la Vie Chère

Dans la première partie de mon étude, je me suis borné à produire une série de statistiques *intéressant la vie fiscale* de différents pays, pour en déduire, à l'aide de comparaisons appropriées, des arguments à l'appui de ma thèse de la faible influence du facteur impôt, dans la crise de vie chère dont le monde entier pâtit depuis bientôt six ans.

Le moment est venu d'entreprendre l'examen méthodique des charges fiscales actuelles, dans le but de préciser *la mesure dans laquelle* les aggravations qu'elles ont subies, *ont pu contribuer à la hausse des prix*. Pour arriver à pareille détermination, forcément approximative d'ailleurs, il est nécessaire de dresser soigneusement, au préalable, un tableau montrant *la progression suivie en France, depuis 1914, par l'ensemble des impôts, à côté de celle que la fortune et le revenu de la Nation accusent*. Ce travail préliminaire permettra de juger si

le fardeau fiscal du contribuable s'est réellement aggravé depuis la Grande Guerre. Mais pour mesurer l'influence de cette aggravation sur le coût de la vie, il *sera nécessaire d'analyser les différentes catégories d'impôts*, afin de faire des distinctions *au point de vue de leur répercussion sur les prix*, celle-ci n'étant nullement uniforme.

PREMIÈRE SECTION

*Mesure de l'aggravation des charges fiscales
depuis août 1914*

La comparaison du total des impôts à des périodes différentes et la constatation de leur progression ininterrompue sont vraiment faciles, car il suffit de se référer à des documents officiels, régulièrement publiés, qui fournissent les chiffres afférents aux périodes budgétaires envisagées. Voici ces chiffres pour la France, depuis l'année 1913 (prise comme point de départ, en sa qualité de dernière année « de paix »), *en millions de francs* :

ANNEES 1913	1915	1916	1917	1918	1919	1920	Au 30 juin 1921
Frs 5.216 M	4.132 M	5.018	6.190	6.634	11.620	19.122	9.586 M

Il est beaucoup plus malaisé de dresser, pour la France, un tableau similaire en ce qui concerne la fortune et le revenu de la Nation, entendant par là, *la totalisation* des capitaux et revenus appartenant en propre à chaque citoyen. C'est que la fortune ou le revenu de la France

n'ont été jusqu'ici l'objet d'*aucune évaluation* méthodique à *caractère officiel*. Il faut se dire, du reste, que dans les quelques rares pays où un *census* officiel fonctionne, les résultats sont loin d'offrir une précision suffisante, car un pareil travail gigantesque comporte fatalement *de graves dissimulations de la part des contribuables* et de fréquentes erreurs dues aux fonctionnaires chargés du service des évaluations. Quoi qu'il en soit, en fait de statistiques, on en est réduit, pour la France, à celles dressées *avant guerre* par divers économistes réputés, dont les résultats sont loin de concorder et impliquent d'ailleurs une grande dose d'arbitraire, par suite des appréciations personnelles et des idées préconçues de leurs auteurs.

Néanmoins, en combinant ces quelques essais d'évaluation, on aboutissait approximativement aux chiffres suivants, au seuil de la Grande Guerre (31 juillet 1914) :

Capital national : 300 milliards de francs ;

Revenu annuel : 36 milliards de francs (1).

1. Gottlieb, *op. cit.*, p. 31.

Raoul Péret, « *La Population, le Budget, la Fortune et la Dette publique de la France* », p. 31, adopte un *minimum* de 284 milliards 1/2 et préfère le chiffre de 300 milliards.

René Pupin, *la Richesse de la France devant la Guerre*, p. 13, où il trouve un total de 285 milliards 1/2 *pour 1911*. Et comme il admet, d'autre part, une épargne annuelle de 5 milliards, cela donne bien 300 milliards pour l'année 1914. Il y évaluait le revenu annuel à 36 mds ; mais dans son récent ouvrage, *Richesses privées et finances françaises de l'avant-guerre à l'après-guerre*, il l'évalue à 39 mds pour l'année 1911 !

Depuis l'armistice, *aucun économiste* n'a tenté, à ma connaissance, d'évaluer, *en détaillant tous leurs éléments*, les chiffres ACTUELS de la fortune et du revenu des Français (1).

Par contre, beaucoup d'auteurs financiers, dans le désir de souligner l'énormité du fardeau fiscal actuel du contribuable, se contentent de mettre en balance *les charges fiscales actuelles, avec les chiffres d'avant-guerre du capital et du revenu national*, les considérant *a priori*, comme immuables et inchangés ! Et ce procédé commode aboutit évidemment à faire ressortir une situation financière des plus graves. C'est ainsi que Gottlieb (*op.cit.*, p. 31) arrive à établir que le pourcentage de la dette de la France à la fortune nationale, a passé de 11,3 0/0 à 78,7 0/0 et celui du service de la dette au revenu annuel, de 3 1/2 0/0 à 26,9 0/0, ce qui serait énorme... car il ne faut pas oublier *d'ajouter*, à la douzaine de milliards qu'exige chaque année le service de la Dette, une autre dizaine de milliards, *au minimum*, pour les charges budgétaires autres que le service de la Dette !

M. Ribot raisonne pareillement dans son important discours au Sénat, du 17 décembre 1918, paru au *Journal officiel*, Débats, p. 881 et suiv., et il en est de même de M. Pupin, ainsi que je le montrerai longuement, en commentant plus loin, son dernier ouvrage *Richesse*

1. Voir plus loin (p. 52 en note), ce qu'il faut penser du récent ouvrage de M. René Pupin, *Richesse privée et Finances françaises de l'avant-guerre à l'après-guerre*, et des évaluations y contenues.

privée et Finances françaises de l'avant-guerre à l'après-guerre ». Je citerai enfin M. Georges Valois qui, dans *La Monnaie saine tuera la Vie chère*, p. 13 et suiv., se base sur un raisonnement identique, en établissant la proportion pour laquelle les impôts rentreraient, dans ce qu'il appelle « les frais généraux nationaux » de la France.

De pareilles comparaisons, entre le fardeau fiscal du contribuable français de 1914 et celui de nos jours, sont forcément vouées à l'inexactitude, si l'on se contente de... *copier les chiffres de 1914*, comme pouvant exprimer, *même aujourd'hui*, le capital et le revenu véritable de la France. Une base aussi fragile vicie toutes les conclusions qu'on pourrait en tirer (1).

1. Je suis heureux de constater que la Conférence financière Internationale de Bruxelles (1920) a radicalement rompu avec cette façon défectueuse et illogique de procéder, ainsi que je le montrerai plus loin, dans de nombreuses citations, empruntées aux 5 volumes, publiés pour relater les travaux et les résolutions de la dite Conférence.

Je dois du reste signaler, que dès l'année 1917, mon éminent professeur M. Charles Gide *avait pressenti cet accroissement des revenus et la facilité qui en résulterait, pour supporter les charges de la guerre*. Il écrivait, en effet, le 22 septembre 1917, dans la « *Semaine littéraire de Genève* », sous le titre prophétique « *L'Europe en 1920* », les lignes que voici :

« ... Les revenus du pays, naguère évalués à 33 milliards, s'élèveraient à 66 mds au cas où la hausse des prix serait du double et à 99 mds, au cas où les prix viendraient à tripler etc. etc... En effet, de quoi se composent les revenus d'un pays ? Uniquement de la valeur d'échange des produits et des services... Mais, dira-t-on, cette hausse est purement nominale, fictive et ne représente aucun accroissement de richesse ! Assu-

Je crois, pour ma part, que si les charges fiscales ont incontestablement augmenté depuis 1914, il faut en dire autant de la fortune et *surtout du REVENU ANNUEL* de la France, si paradoxale que cette affirmation puisse paraître *a priori*. Et c'est ce qu'a certes voulu exprimer, cet ancien Ministre des Finances, en prononçant devant la Chambre, sa phrase, trop ridiculisée : « La France s'est enrichie pendant la guerre. »

L'accroissement depuis 1914 du capital et du revenu de la France est dû à deux facteurs d'importance inégale. Le premier, de beaucoup le plus puissant et sur lequel j'insisterai sans cesse, dans tout le cours de cette étude, c'est l'*énorme dépréciation de l'étalon monétaire*, qui a automatiquement provoqué la hausse de toutes les valeurs, c'est-à-dire l'augmentation de la *représentation monétaire* de toutes les richesses et revenus. Le second facteur a eu pour résultat, un enrichissement *concret et définitif* de la France; il sera expliqué en premier lieu et d'une façon beaucoup plus succincte, son rôle étant relativement modeste.

rément; mais elle n'en aura pas moins pour résultat, de réduire proportionnellement la charge de la Dette. Les 12 mds d'intérêts, qui sur un revenu de 33 mds représentent plus du tiers, n'en représenteront plus que le 1/6 sur un revenu nominal de 66 mds et le 1/9 sur un revenu de 99 mds... »

PREMIER FACTEUR DE L'ACCROISSEMENT DU CAPITAL
ET DU REVENU DE LA FRANCE

Il s'agit ici, d'un accroissement véritable de la capacité productrice de la France, se traduisant à la fois par l'*augmentation réelle et définitive* de son outillage national et de son revenu annuel totalisé. Il n'est pas utile de fournir de longs développements sur un phénomène économique auquel la Grande Guerre a donné naissance dans tous les pays belligérants et même chez certains Neutres. La guerre a galvanisé toutes les énergies et a fait *porter au plus haut degré, la puissance de production des pays combattants*. Les milliards dépensés pour la conduite de la guerre ne se sont pas tous volatilisés en pure perte. Une notable partie de ces dépenses, a heureusement eu pour résultat de créer *un merveilleux outillage industriel* et de susciter souvent l'acclimatation d'industries nouvelles, dans des régions où elles n'auraient pu s'introduire dans des années de paix et de libre-échange économique.

C'est ainsi que la France a pu être dotée d'un superbe outillage industriel. Du reste, les innombrables usines créées de toutes pièces, ou tout au moins *énormément agrandies* durant les cinq années d'hostilités, ont pu, pour la plupart, *s'adapter aisément à des productions « de paix »*. Il en est incontestablement résulté, une augmentation concrète et définitive de la fortune et du revenu de la Nation, qu'il est certes difficile de chiffrer actuellement, mais qui doit se traduire par des dizaines

de milliards, en capital. M. Pupin (*op. cit.*, p. 64) évalue à 60 milliards, la perte *réelle et irrévocable* de la France à la fin de l'année 1918, soit 40 0/0 de ses dépenses totales de guerre. Le surplus, soit 60 0/0, serait employé, pour partie, à la reconstitution d'une égale quantité d'actif, *et pour le restant, à la création d'un outillage nouveau* (1).

1. Ceux qui ont eu l'occasion de visiter certains ports du littoral, particulièrement ceux de la Manche, n'auront pas manqué de noter, l'incroyable transformation de certaines petites villes, à caractère si profondément provincial naguère ! La contemplation des majestueux Palace-Hôtels et des vitrines de quelques rues centrales, suffit à mettre en lumière l'enrichissement de ces villes, dont le cas n'est pas isolé. Il faudrait donc ajouter, qu'à côté de l'outillage purement industriel (usines et matériel de transport), *l'outillage commercial* s'est aussi développé durant les années de guerre.

DEUXIÈME FACTEUR DE L'ACCROISSEMENT DU CAPITAL
ET DU REVENU DE LA FRANCE

*La Dépréciation de l'Etalon Monétaire
et ses conséquences*

Il est actuellement impossible de tenter l'évaluation détaillée de la fortune et du revenu de la France. En effet, un travail aussi délicat, exige l'appoint indispensable de données officielles qui font défaut (1). Ces évaluations seraient du reste fort précaires, par suite des énormes et incessantes fluctuations actuelles, dans la représentation monétaire de toutes les richesses ou revenus nets. Je vais néanmoins essayer de faire apparaître, l'augmentation certaine de l'évaluation monétaire, aussi bien de la fortune que du revenu annuel de la France, comparée à celle de 1914, dans le but de dissiper tout malentendu, au sujet du poids réel des impôts actuels (2).

1. M. Bokanowski, député et rapporteur général du Budget, avoue clairement cette pénurie d'éléments authentiques: « La Commission des Finances s'est trouvée d'accord pour constater, qu'il lui manquait les données nécessaires pour dresser le bilan de la France, avec la scrupuleuse exactitude qui s'impose. » *Le Matin*, du 29 juillet 1921.

2. La difficulté de toute évaluation sérieuse dans les circonstances actuelles, a été magistralement expliquée dans le t. IV

Dans la première partie de cette étude, on a déjà vu que la hausse des prix, phénomène essentiellement *mon-dial*, ne s'était pas localisée dans les pays à circulation de papier. Ceux dans lesquels l'étalon d'or est resté *effectif* depuis 1914, accusent, *eux aussi*, d'énormes augmentations. C'est que le MÉTAL OR a perdu, depuis juillet 1914, *une notable partie de son pouvoir d'achat d'antan*, puisqu'aux Etats-Unis, pays à étalon d'or par excellence, on constatait, avant la vague de baisse (mai 1910), une *hausse moyenne de 120 0/0*, sur tous les prix d'avant-guerre. Cette dévalorisation de l'or, est du reste unanimement constatée, pour qu'il soit inutile d'y insister plus longuement. Qu'il me suffise de citer les opinions de deux Experts, dans leurs *memoranda* adressés à la Conférence financière de Bruxelles. Voici d'abord ce qu'écrit M. le professeur Gustav Cassel : « Aujourd'hui, le dollar représente exactement de l'or. Le niveau général des prix aux Etats-Unis étant de 250 contre 100 d'avant-guerre, le dollar s'est évidemment abaissé à

des Documents de la Conférence financière : « L'évaluation du revenu national était, avant la guerre, une tâche compliquée qui a occupé l'attention des statisticiens durant plusieurs années, avec ce résultat, que certains chiffres provisoires avaient été généralement acceptés. Essayer de calculer le *revenu actuel* des pays, *en fonction d'une monnaie dépréciée* et en l'absence des données les plus essentielles, *c'est une tâche presque impossible*, dont l'entreprise ne peut se justifier que par la maxime : « la vérité ressort plus facilement de l'erreur que de la confusion », p. 18.

C'est cette maxime que j'invoque à mon tour dans mon essai d'évaluation ci-dessous.

environ 40 0/0 de son ancienne valeur et *il en est exactement de même de la VALEUR DE L'OR.* » Documents de la Conférence, t. V, p. 43. Et M. le professeur Bruins y déclare également : « Aux Etats-Unis, la *valeur de l'or, mesurée en termes de produits*, est actuellement 40 0/0 de celle d'avant-guerre. » Tome V, p. 13.

Les causes de cette dépréciation du métal or, sont nombreuses et complexes. Il est certain que les formidables accumulations de métal jaune dans les pays neutres, ceux d'Extrême-Orient et surtout aux Etats-Unis (1), y ont beaucoup concouru, ainsi que la grande économie de métal, *partout réalisée*, grâce à l'usage croissant de procédés fiduciaires de paiement.

Quoi qu'il en soit, *cette dévalorisation* (certains parlent de détronement) *de l'or*, a eu pour résultat inévitable et automatique, le *doublément* et même davantage, de *toutes les évaluations monétaires des richesses des pays à étalon effectif d'or.*

Pourquoi s'étonner dès lors, que ce bouleversement des évaluations monétaires ait été beaucoup plus accentué, dans tous les pays où, comme en France, l'étalon d'or n'est plus qu'à l'état de souvenir depuis août 1914 et où règne, en chef et sans partage, *le régime de la circulation purement fiduciaire.*

1. Voici un chiffre récent emprunté au *Commercial and Financial Chronicle* de New-York. Du 1^{er} janvier au 31 mai 1921, soit dans l'espace de cinq mois, 300 millions de dollars or ont été importés aux Etats-Unis, ce qui, au pair, dépasse 1 milliard 1/2 de francs ! Les Etats-Unis posséderaient actuellement 35 0/0 du stock mondial de l'or.

Pour constater cette surélévation des valeurs en France, il suffit de comparer les prix d'avant-guerre, avec ceux actuellement pratiqués en matière de ventes d'immeubles, terrains, navires, fonds de commerce et objets mobiliers quelconques. On notera au moins le doublement, très souvent le triplement et même davantage des cotations d'avant-guerre ! Et ce phénomène est nettement exprimé dans la célèbre déclaration du Conseil Suprême, du 8 mars 1920, qui a évalué à 300 0/0, la moyenne de la hausse des prix de gros en France. La Conférence financière internationale de Bruxelles (1920) adopte également le *coefficient quatre*, pour la détermination du revenu actuel, ainsi que nous le verrons plus loin.

C'est qu'il faut bien se dire que le *franc actuel* n'a rien de commun avec celui de 1914. Son énorme et fatale dépréciation (que l'on ne saurait dissimuler sans avoir recours à la fermeture de toutes nos frontières, et encore...) a tout naturellement provoqué, une élévation symétrique de tous nos prix et évaluations (1).

1. Les valeurs mobilières nécessitent pourtant des distinctions, car à côté de titres dont les cours ont énormément haussé (notamment les valeurs dites *d'arbitrage*), il y a tout le portefeuille russe, autrichien, balkanique et plus généralement *tous les fonds d'état d'avant-guerre*, qui subissent des moins-values notables. Mais l'aléa présenté par cet élément de la fortune nationale, *ne saurait modifier sensiblement* les conclusions de ce chapitre, d'autant plus, que pour une partie importante de ces titres dépréciés, *les revenus sont restés intacts*, comme c'est le cas pour les Rentes Françaises d'avant-guerre.

Je sais qu'on ne manquera pas de m'objecter que les destructions et les vandalismes commis dans les départements envahis, constituent *une perte sèche* et réelle pour la France. Mais cette incontestable moins-value ne peut annihiler, dans une proportion sensible, les effets du phénomène de *l'accroissement des valeurs monétaires* que je signale dans ce paragraphe. En effet, sans insister sur le point que l'œuvre de réparation est déjà assez avancée grâce à l'heureuse initiative et à l'énergie tenace des habitants de ces régions (1), il faut bien reconnaître que la réintégration de l'Alsace-Lorraine, avec les magnifiques richesses de toute nature de ces deux provinces, constitue une acquisition précieuse, capable de rétablir rapidement l'équilibre de la production française et de lui ouvrir, pour bientôt, de larges horizons d'expansion industrielle. On a tort de ne pas prendre en sérieuse considération *cet élément nouveau* et essentiel, de la capacité productrice de la France. J'ajoute qu'on doit également tenir compte, *dans une CERTAINE mesure, des indemnités* que l'Allemagne finira tout de même par verser. Ces paiements faciliteront et

1. D'après le Rapport de M. Cheysson, délégué de la France à la Conférence financière de Bruxelles (1920), on constate les chiffres réconfortants que voici et qui sont certes considérablement dépassés depuis lors : « Au point de vue industriel, 77 0/0 des établissements industriels ont repris l'exploitation, en tout ou partie ; les surfaces cultivables à remettre en état étaient de 1.757.000 hectares, dont 1.521.000 ont déjà été *nivelés* et 1.159.000, *ont été labourés*, soit 66 0/0 des terres ravagées », t. III, p. 35.

accéléreront l'œuvre de reconstruction et *méritent* de figurer, d'ores et déjà, à l'actif de la France.

Que conclure de cet ensemble de considérations, sinon que le chiffre de 300 milliards, représentant le capital national d'avant-guerre, est *notoirement insuffisant, pour exprimer le total actuel*. Quant à moi, je n'hésite pas à évaluer celui-ci à *un minimum de 800 milliards*. C'est qu'en effet, la dépréciation de l'or aboutit, *à elle seule*, à DOUBLER les chiffres d'avant-guerre. Or, l'avalissement de l'étalon monétaire français dépasse de beaucoup la dépréciation de l'or, comme l'attestent clairement les primes que font sur le franc, *toutes les devises* des pays à étalon d'or effectif. La Déclaration précitée du Conseil Suprême (8 mars 1920) « sur les conditions économiques du monde » évalue, du reste, à 300 0/0, la hausse des prix de gros en France. Le chiffre de 800 milliards est donc plutôt au-dessous de la vérité, surtout en tenant compte de l'enrichissement *réel*, plus haut signalé, de l'outillage industriel de la France.

* * *

J'arrive à la détermination du *revenu national*, laquelle est autrement *plus importante et intéressante*, car, en dernière analyse, c'est sur les revenus annuels des citoyens que sont prélevés les impôts, quels qu'ils soient. De plus, dans la société économique moderne, les revenus tirés des entreprises productives et de l'exercice des professions, ont pris une place prépondérante, reléguant au second plan ceux provenant uniquement du

capital (1). C'est ainsi que M. Pupin donnait déjà les chiffres suivants, pour l'année 1911 :

Revenus tirés en France *du capital* : 10 milliards de francs ;

Revenus tirés en France *du travail* : 14.600 millions de francs ;

Revenus tirés en France *du capital et du travail* (Entreprises) : 7.800 millions de francs.

Pour l'évaluation du revenu annuel de la Nation, j'appliquerai un coefficient d'augmentation un *peu plus élevé*, que celui plus haut adopté pour la plus-value monétaire de la fortune nationale, et cela, pour les raisons que voici :

1^o Les valeurs mobilières dépréciées n'ont pas toutes occasionné une perte corrélative dans leur revenu, celui-ci étant resté, dans la plupart des cas, inchangé depuis 1914. Tel est notamment le cas pour les rentes françaises d'avant-guerre, pour lesquelles, malgré leur moins-value considérable, due surtout à la hausse vertigineuse et ininterrompue du taux de l'intérêt, les possesseurs continuent à *toucher intégralement les arrérages, nets de tous impôts*, par-dessus le marché.

2^o On répète à satiété que *les salaires et les traitements* n'ont pas toujours haussé au même niveau que

1. Seligman insiste tout particulièrement sur ce phénomène, dans son opuscule « *La Liquidation financière de la guerre aux Etats-Unis* », p. 24 et suiv. : « C'est un trait caractéristique de la civilisation moderne que les *revenus provenant des entreprises*, augmentent dans une proportion toujours plus forte que ceux tirés de l'accumulation des capitaux. »

le coût réel de la vie, du moins *dans leur ensemble*, et l'observation est certainement bien fondée. Mais ils ont *néanmoins doublé* en moyenne, dans la pire des hypothèses (1). La faiblesse du coefficient d'augmentation de cet élément du revenu national, est plus que compensée par l'énorme *progrression* des revenus industriels, commerciaux et agricoles, *dont les plus-values dépassent largement de 300 0/0* les chiffres de 1914, dans leur ensemble.

3° Il est unanimement admis que les *bénéfices des entreprises* de toutes sortes *augmentent en période de hauts prix*. Ce phénomène inévitable et d'un caractère universel, s'explique d'ailleurs par deux raisons. Il est d'abord certain qu'une *notable partie des frais généraux* reste constante, malgré l'élévation du chiffre

1. Comme critérium certain de l'augmentation des revenus des classes populaire et moyenne, je citerai les récentes statistiques de la Caisse Nationale d'Epargne. En 1913, l'*excédent* des versements sur les remboursements était de 29.465.000 fr. En 1917, il est déjà de 111.320.000 francs. En 1919, il atteint le chiffre énorme de 416.318.000 francs. En 1920, malgré la crise du chômage, il s'élève néanmoins à 196.556.000 fr. soit le *sextuple* de 1913 ! Et pour les 7 premiers mois de 1921 il atteint déjà le chiffre imposant de 180.535.000 francs !

Il faut du reste noter que les Caisses d'Epargne ne constituent qu'une *part plus faible qu'auparavant*, du bas de laine des travailleurs, car ceux-ci ont, par suite des *taux d'intérêts alléchants*, beaucoup souscrit aux Bons de la Défense Nationale, ainsi qu'aux divers Emprunts, auxquels on avait donné un caractère éminemment populaire, par l'appât de mille combinaisons ingénieuses, notamment le procédé des *payements échelonnés*.

d'affaires et permet de réaliser de substantielles économies. D'autre part, la plupart des chefs d'entreprises, ont l'habitude, pour déterminer leurs prix de vente, *de majorer d'un pourcentage toujours uniforme le prix de revient de chaque article*. Il s'en suit qu'un *coefficient identique, appliqué sur un coût de production plus fort* (par suite de la hausse des matières premières, salaires, etc...) *donne automatiquement un bénéfice plus élevé*, alors surtout que les vendeurs sont maîtres du marché, comme cela a malheureusement été le cas pendant les années de guerre (et il l'est encore dans une certaine mesure, la loi de l'offre et de la demande étant loin de fonctionner en toute liberté) (1).

4° Il faut enfin tenir compte de l'inévitable *répercussion* qu'a eue sur le revenu national, *la création de l'énorme Dette Publique « de guerre »*. Il faut remarquer, en effet, que ces titres d'emprunts (consolidés ou

1. Ainsi l'industriel qui majorait naguère son prix de revient de 5 0/0, vendait son article à 105 francs et réalisait un bénéfice de 5 francs. *Le même industriel*, en continuant de majorer de 5 0/0 *le même article*, gagnera aujourd'hui 15 fr., étant donné que son *prix de revient actuel* est de 300 francs, par suite de la hausse des matières premières, salaires etc.

Mais qui ne sait que loin de se contenter des pourcentages de majoration d'avant-guerre, les chefs d'entreprise ont si souvent *abusé de taux scandaleux de bénéfices*, une majoration de 30 à 40 0/0 étant considérée comme presque... modeste ! Ces pratiques eurent pour résultat de créer *la classe des nouveaux riches*, et leur fréquence étant indéniable, le chiffre de 100 milliards plus bas adopté, est certainement *au-dessous* de la réalité.

à court terme) obligent l'Etat, à distribuer annuellement à leurs heureux possesseurs, le total imposant de 12 milliards d'arrérages ou intérêts. Ces 12 milliards font donc *partie intégrante des revenus annuels des contribuables-rentiers* et constituent incontestablement UN SURCROIT de revenu annuel, pour l'ensemble de la population française, accusant en même temps *une augmentation corrélative de la capacité contributive du pays*.

Pour toutes ces raisons, je fixerai à 100 milliards le revenu annuel de la France (1).

Voici, dès lors, comment s'établit la comparaison entre le fardeau fiscal de 1914 et celui de nos jours, en adoptant le chiffre colossal de 20 milliards pour le total des impôts actuellement perçus :

Année	Capital	Revenu	Impôts
—	—	—	—
1913	300 Mds.	36 Mds.	5 Mds.
1919-1920	800 —	100 —	20 —

1. Dans les *Documents de la Conférence financière de Bruxelles* (t. IV, p. 20), le *revenu actuel* de la France a été évalué, dans son ensemble, au *quadruple de celui d'avant-guerre*. Mon total de 100 milliards n'aurait donc rien d'exagéré !

De son côté, M. G. Lachapelle écrit dans *La Vérité sur notre situation financière*, p. 143 : « Si l'on évalue de 32 à « 35 milliards, comme on le fait d'ordinaire, l'ensemble des « revenus privés d'avant-guerre, on peut évidemment suppo- « ser que ces revenus ont dû tripler en 1919, par suite de la « hausse générale des prix et de l'accroissement des bénéfices « commerciaux, industriels et agricoles et doivent osciller aux « environs de 100 milliards. »

On voit de suite que les impôts ont *réellement quadruplé* (1), alors que le capital ou le revenu de la Nation *n'ont pas tout à fait triplé*. D'autre part, constatation plus lourde de conséquences, *les impôts absorbent actuellement le cinquième du revenu national*, tandis qu'ils *en atteignaient à peine le septième en 1913*. L'aggravation des charges fiscales est donc certaine. Mais il faut de suite noter que celles-ci n'accusent même pas le doublement des impositions de 1913, lorsqu'on a pris soin *de tenir compte*, comme nous le faisons ici, *de la nouvelle capacité contributive du pays*. Ce correctif est absolument indispensable, dès qu'on se propose de mesurer *le poids véritable* des impositions actuelles (2). Je m'excuse de me répéter sur ce point, mais comme

1. Il ne faut pas perdre de vue qu'on n'a jamais recouvré jusqu'ici, les 20 milliards d'impôts figurant dans notre tableau, à titre d'hypothèse. J'ai déjà signalé que même en 1920, au lieu des 16 milliards prévus, les impôts ont rapporté un peu plus de 13 milliards. Les conclusions du texte sont donc plus pessimistes que la réalité. Je sais bien que le *budget normal* montera, de l'aveu de tous, à environ 25 milliards et il faudra bien qu'on se décide un jour à le couvrir, à *l'aide des seules ressources normales*. Mais c'est là *une toute autre question* qui sort du cadre de cette étude, puisque celle-ci se propose exclusivement de mesurer *la répercussion DÉJÀ RÉALISÉE*, des *aggravations fiscales existantes*, sur la vie chère.

2. Une illustration frappante de *la nécessité de ce correctif*, ressort des chiffres que la Commission fiscale du Reichstag envisage pour l'exercice 1922. Elle a porté le *total des impôts* à percevoir en 1922, au chiffre colossal de 95 milliards de marks. Il serait évidemment absurde de compter sur une pareille recette (le 1/4 de la fortune allemande d'avant-guerre et *plus du double de son revenu de 1913*), si l'on ne tenait pas compte de *l'augmentation des revenus pri-*

il forme le pivot de cette étude, il m'est difficile de ne pas y revenir, d'autant plus qu'il est trop souvent négligé ou même entièrement passé sous silence! C'est ainsi que M. Cheysson, délégué de la France à la Conférence financière de Bruxelles, se contente d'écrire dans son Rapport (t. III, p. 129) : « La création d'impôts nouveaux, évalués à 7.913 millions, relèvent la contribution par tête d'habitant au chiffre de 574 francs, alors qu'elle était 129 francs par tête en 1913. » Ces chiffres sont du reste confirmés par les travaux de la Conférence (t. IV, p. 20) où la charge par tête est évaluée à 513 francs, contre 114 francs en 1913. Mais pour apprécier exactement la véritable charge actuelle par tête, il était obligatoire de tenir compte du phénomène de la hausse des prix. C'est ce qu'a fait la Conférence, en adoptant le coefficient 4 pour déterminer le revenu actuel de la France. Voici dès lors le tableau reproduit dans ses Documents (t. IV, p. 20) :

Année	Revenu par tête	Impôts par tête	Pourcentage des Impôts aux Revenus
—	—	—	—
1913	960 frs.	114 frs.	12 %
1919-1920	3600 frs.	513 »	14 %

On voit que la Conférence financière de Bruxelles apprécie la situation actuelle du contribuable français, sous un jour sensiblement plus optimiste que je ne l'ai

vés, (résultant de la dépréciation du mark), qui aura pour effet de rendre possible la perception de ces 95 milliards, sans trop grand embarras.

fait et vient corroborer le point de vue exposé plus haut (1).

* * *

Dans toute cette partie de mon étude, j'essaye d'établir, en somme, que malgré l'énormité des charges fiscales actuelles (20 milliards), il ne faut pas se hâter de conclure que le *fardeau réel* du contribuable ait quadruplé depuis 1914. En d'autres termes, je tâche de démontrer que les *budgets actuels* NE « PÈSENT » PAS en réalité, aussi lourdement qu'on se l'imagine à la seule annonce de 20 milliards d'impôts!

C'est, qu'en effet, tout est *purement relatif* ici-bas. En matière d'impôts, plus encore que partout ailleurs,

1. Je ne puis passer sous silence la récente publication de M. René Pupin, *Richesse privée et Finances françaises de l'avant-guerre à l'après-guerre*, qui est une œuvre objective, méthodique, d'une grande richesse de documentation et où j'ai puisé de nombreux chiffres et renseignements au cours de cette étude. Il m'a pourtant été *impossible d'admettre les conclusions de M. Pupin*, en ce qui concerne l'évaluation de la fortune et du revenu actuels de la France.

Il a écrit la majeure partie de son ouvrage *bien avant l'Armistice*; notamment le chapitre essentiel *Revenus et Budgets d'après-guerre*, a été rédigé AU DÉBUT DE 1917 (en y faisant naturellement *abstraction complète* de l'acquisition éventuelle de l'Alsace et de la Lorraine). Qui ne sait, d'ailleurs, qu'à cette époque la hausse des prix était loin d'avoir atteint le degré d'acuité qu'elle présente depuis ! Il ne faut donc pas s'étonner de voir M. Pupin, y attacher si peu d'importance au phénomène de la vie chère et c'est ce qui explique ses continuels emprunts aux chiffres de son précédent ouvrage, *la Richesse de la France devant la Guerre*, comme si la Guerre n'avait

il est prudent de s'abstenir des raisonnements absolus, pour s'en tenir uniquement à l'examen des « *proportions* », afin d'éviter des comparaisons artificielles et partant erronées. Dès lors, *s'il était réellement démontré* que les revenus privés se soient accrus depuis 1914, ne faudrait-il pas conclure que les nouvelles impositions ne dépasseraient pas la capacité contributive du pays, sauf à constater, s'il y a lieu, la *nécessité d'un surcroît d'effort fiscal*, qui serait la rançon fatale des cinq années de guerre ? *Toute la question est dominée par la démonstration de cet accroissement*, et c'est ce que je vais de nouveau tenter ici, sous une forme légèrement différente de ce qui a été écrit plus haut.

Mon argumentation aura pour pivot l'opinion de

opéré *aucun bouleversement* dans l'ordre des valeurs !

D'autre part, M. Pupin insiste, presque à chaque page, sur la nécessité de se baser uniquement *sur des quantités* et des *richesses concrètes*, négligeant les variations purement monétaires. « Faites l'inventaire des biens en nature... », p. 212 : « Substituons aux évaluations monétaires, des évaluations de *production en nature* », p. 214.

Le but de cette étude est tout différent. Je cherche beaucoup moins à connaître la richesse concrète de la France, *qu'à déterminer le poids des impositions nouvelles* par rapport à la *capacité contributive actuelle* de la France, en prenant en considération *l'ensemble des revenus actuels*, tels qu'ils sont *évalués dans la monnaie légale en cours*. En effet, tous les impôts étant évalués et acquittés en francs dépréciés, il est tout naturel d'adopter des évaluations basées *sur cette même monnaie dépréciée*, en ce qui concerne les chiffres actuels du capital et du revenu de la France. Ce point de vue sera du reste plus amplement défendu dans la suite de cette étude (p. 57 et suiv.).

J.-B. Say, un des coryphées de l'économie politique classique qui, dans son *Cours* (chapitre III), pose le principe fondamental que voici :

« Le revenu d'une Nation est égal à *la valeur brute et totale de tous ses produits*, car cette valeur a été *distribuée en totalité*, à l'un ou l'autre de ses producteurs. »

A la lumière de ce principe, il sera facile de montrer l'incontestable supériorité du chiffre des revenus actuels sur ceux d'avant-guerre. Mais il est nécessaire d'apporter, au préalable, un correctif à cette appréciation de Say, pour pouvoir réellement *embrasser la totalité du revenu national*. Il ne suffit pas, en effet, de prendre en considération la valeur brute et totale de tous les « produits finis », car la nomenclature des revenus comprend, en outre, *la rémunération de tous les services immatériels*, ne figurant pas directement dans la composition de la valeur brute des objets finis (comme c'est le cas pour les profits des professions libérales, des fonctions publiques, de la domesticité, etc.). Dès lors, la formule de Say devient l'expression exacte de la réalité, car il est certain que *le revenu de la Nation ne se compose pas d'autre chose que du total annuel de la production brute, augmentée de la rémunération des services immatériels* (1). Il s'en suit que, pour con-

1. M. Pupin, dans son livre précité *Richesse privée et Finances françaises*, admet pleinement cette théorie de Say et consacre tout le chapitre IV de son ouvrage à la commenter, pour l'évaluation du revenu *d'avant-guerre* de la France. Il est regrettable que M. Pupin n'ait pas appliqué *la même méthode* pour déterminer le *revenu actuel*. J'expliquerai du

naître d'emblée le montant des revenus privés, il est nécessaire et suffisant de chiffrer ces deux éléments : *production brute totale, services immatériels*.

Il est malheureusement impossible de déterminer avec exactitude, la valeur actuelle de la production nationale. Ses éléments, infiniment variés et complexes, ne se prêtent guère, à l'heure actuelle, à des dénombrements précis, étant rarement relatés et évalués dans des publications officielles offrant des garanties suffisantes. Et la difficulté est encore plus grande en ce qui concerne la nomenclature complète et la rémunération totale des services immatériels.

Tout en regrettant vivement l'impossibilité de procéder à cette *évaluation directe*, on peut néanmoins affirmer que la totalisation de ces deux facteurs (production et services), ne doit pas fournir, à l'heure actuelle, un chiffre sensiblement inférieur *au triple* de celui de 1913. C'est que, sans aspirer à la précision mathématique (si rarement atteinte dans les recherches économiques ou financières), *les cours moyens des prix de gros* des principaux produits *fournissent*, à cet égard, un *critérium précieux*. En effet, leurs cotations actuelles (en moyenne) dépassent certainement de 200 0/0 les cours d'avant-guerre, comme je l'ai montré dans les tableaux reproduits dans la première partie. Dès lors, la production brute nationale doit également accuser une pareille majoration sur le total de 1913, et il en est à

reste plus loin, la *raison de son abstention* sur ce point (p. 56 et suiv.).

peu près de même de la rémunération totale des services immatériels.

Il est vraiment étrange de constater que beaucoup d'écrivains financiers s'obstinent à nier cet accroissement du total des revenus privés. Il y a pourtant *des indices, qui devraient sauter aux yeux* du plus superficiel des observateurs. Comment expliquer les rendements actuels des impôts (près de 20 milliards), l'énormité des dépôts des Etablissements de Crédit et des Caisses d'Epargne, le fabuleux amoncellement des Bons de la Défense Nationale qui ont transformé le Trésor en la plus gigantesque des banques de dépôts et dont la circulation dépasse depuis longtemps les 40 milliards et atteint 60 milliards depuis juin 1921 ? Et que dire de ces incessantes émissions d'actions et d'obligations par une multitude de sociétés privées, dont la plupart ont doublé et même triplé leur capital d'avant-guerre ? *Dans tous ces domaines* (et j'en omets bien d'autres !), les *chiffres de 1913 pâlissent* à côté de ceux de ces trois dernières années et ce phénomène ne peut raisonnablement *s'expliquer que par l'accroissement PRÉALABLE et certain* de l'ensemble des revenus privés. Qu'importe la cause plus ou moins fictive de cet accroissement ? Il suffit de constater que, d'une part, *la capacité contributive du pays s'en trouve incontestablement augmentée*, et, d'autre part, que cet état de choses dure depuis plus de trois ans, sans être le moins du monde près de finir.

Par malheur, *les idées préconçues* jouent un grand rôle dans les polémiques économique-financières et empêchent souvent, d'envisager sous leur vrai jour, les

phénomènes économiques qui se déroulent sous nos yeux. Pour illustrer, par un exemple, l'influence de ces préventions et de « *l'état d'esprit* » d'un auteur, sur les jugements qu'il porte en matière financière, je choisirai le cas de M. René Pupin, son récent ouvrage (1), rentrant tout particulièrement dans le cadre de cette étude. Après y avoir magistralement expliqué (2) (pour l'avant-guerre), la *concordance parfaite* du chiffre de la production nationale et des services immatériels, avec le total du revenu annuel du pays, M. Pupin refuse de conclure à la progression du revenu actuel de la France. Il n'ignore pourtant pas que la hausse des prix ait eu pour effet d'augmenter le total brut de la production annuelle ! Il affirme avec énergie : « Ce qui compte après tout, ce sont les objets, les produits eux-mêmes et non les valeurs monétaires », et c'en est assez pour que nous prenions la peine de reconsidérer nos revenus EN NATURE » et il conclut : « Que dans ces conditions nous puissions aligner un total de produits et de services équivalent à celui de 1913, c'est plus que douteux ! ».

Ce raisonnement serait irréprochable si l'on se proposait uniquement, d'inventorier la richesse concrète de la France et de mesurer sa réelle capacité productrice. Mais il devient complètement erronné, lorsqu'en prenant pour base cette évaluation en NATURE, on prétend... apprécier le fardeau fiscal actuel de la France ; car, dès qu'on essaye de mesurer l'intensité

1. *Richesse privée et Finances françaises de l'avant-guerre à l'après-guerre.*

2. Tout le chapitre IV de son livre précité y est consacré.

réelle des charges fiscales nouvelles, il est inexact de dire « que les évaluations monétaires importent peu ! » Elles *importent beaucoup*, au contraire, puisque les *impositions sont elles-mêmes évaluées en monnaie*... ce qui fait qu'une *question de proportion* domine le débat. En d'autres termes, pour juger si les charges fiscales actuelles *dépassent réellement* celles de 1913, il est indispensable d'établir, d'une part, le *pourcentage* des impôts de 1913 aux revenus d'alors et, d'autre part, *celui* des impôts actuels aux revenus actuels.

M. Pupin paraît méconnaître la nécessité de cette façon de procéder lorsqu'il écrit (en voulant esquisser les charges fiscales d'après-guerre) : « ... que par contre nos redevances fiscales soient plus élevées en 1920 qu'en 1913, le fait ne prête pas à discussion; nous aurons des charges nouvelles et positives... » Oui, mais ces charges nouvelles sont *évaluées en monnaie*. Leur poids sera donc très sensiblement *allégé*, par suite de l'augmentation certaine des revenus, ceux-ci étant *également évalués en monnaie*. De deux choses l'une, en effet. Ou bien on veut se donner la satisfaction de rester objectif jusqu'au bout, et il faut alors faire table rase du phénomène de la hausse des prix, en opérant tous ses calculs sur des *évaluations en nature*, aussi bien pour les revenus que pour les impôts. Ou l'on désire, dans le but de simplifier les calculs et les comparaisons, opérer sur des *valeurs monétaires*; mais il est alors nécessaire d'évaluer en monnaie, A LA FOIS *les revenus et les charges fiscales*.

M. Pupin pousse encore plus loin, *l'idée d'évaluation*

en nature (des revenus) qui le hante. En effet, il déclare, en guise de conclusion (p. 239) : « que le problème budgétaire est intimement lié à celui de la vie chère, et tous les efforts du législateur doivent tendre à RÉDUIRE le coût de l'existence. » Je crois, au contraire, (et je reviendrai plus loin sur ce point), que la baisse des prix aurait un effet néfaste au point de vue strictement budgétaire, *en provoquant la diminution de tous les revenus et partant du produit des impôts*, à moins que le législateur s'empresse d'adopter les remèdes énergiques signalés ci-dessous (1). M. le professeur Gustav Cassel est entièrement de cet avis : « La question se pose, dit-il, de savoir s'il est opportun que le pouvoir d'achat du monétaire soit relevé à peu près au niveau où il était avant la guerre, ou même qu'il soit augmenté d'une façon appréciable. Au point de vue des finances de l'Etat, la réponse à cette question est assez claire. Une augmentation considérable de la valeur de l'étalon monétaire (dans lequel les dettes de l'Etat sont contractées), rendrait, dans la plupart des cas, l'Etat définitivement insolvable (2). » Tel est également l'opinion de M. Vissering (3).

1. Voir p. 61.

2. *Documents de la Conférence financière de Bruxelles*, t. V, p. 59.

3. Voir p. 62, en note. Et le professeur Pigou écrit également : « que les revenus en espèces devant *alors être réduits*, à une mesure que la monnaie augmente de valeur, il deviendrait nécessaire d'imposer des *taux d'impôt bien plus élevés*... pour pourvoir aux intérêts et aux amortissements de la dette ; ce qui rendrait *bien plus difficile* encore, le pro-

Pour être impartial, je dois ajouter que M. Pupin semble avoir entrevu la nécessité, de ne pas faire abstraction totale de la hausse des prix, car dans une note de la page 206, il écrit : « La guerre s'étant prolongée jusqu'à la fin de 1918, les perspectives se sont modifiées. Nous avons en vue des budgets et des revenus beaucoup plus élevés : quelque 22 et 55 milliards respectivement. Les revenus s'enflent de la part des Alsaciens-Lorrains, des arrérages accrus de la dette de guerre et de la majoration des anciens salaires... » *Ces quelques lignes constituent un précieux aveu et forment presque l'ossature de la thèse que je soutiens dans cette étude.*

* * *

Arrivé à ce point de ma démonstration, je ne veux pas esquiver une objection qu'on pourrait me faire. On pourrait dire que ma thèse (de la faible aggravation des charges fiscales) *suppose la permanence du phénomène de la hausse des prix* et qu'elle s'écroulerait avec le rétablissement du franc à sa parité d'avant-guerre, car une chute vertigineuse des prix et des revenus privés s'en suivrait inmanquablement, alors que le chiffre des impôts resterait intact.

Je crois, au contraire, que cette reprise éventuelle du franc ne pourra pas modifier sensiblement les conclusions ci-dessus énoncées, pour les raisons que voici :

« blème fiscal d'équilibrer le budget. » *Documents de la Conférence financière de Bruxelles*, t. V, p. 90.

1^o Il faut remarquer tout d'abord que le rétablissement intégral du franc papier à la parité de l'étalon d'or, ne signifie pas précisément le retour immédiat aux prix d'avant-guerre. Nous avons, en effet, démontré dans notre première partie (1) (en examinant le coût de la vie aux Etats-Unis et dans les autres pays à étalon d'or effectif), que l'OR LUI-MÊME avait perdu une notable partie de son pouvoir d'achat (sa valeur actuelle est 40 0/0 de celle d'avant-guerre). Cette dépréciation de l'or provoque, à elle seule, plus que le DOUBLEMENT des évaluations d'avant-guerre. Or, l'influence de ce facteur persistera longtemps encore (2).

2^o Si, par impossible, le rétablissement du franc à sa valeur intégrale d'avant-guerre s'effectuait prochainement, et en supposant même qu'il réussisse à consolider les prix aux environs des cours de 1914, la situation financière de l'Etat ne s'en trouverait pas forcément aggravée. Il en résulterait simplement un changement radical, dans la *politique financière* du Gouvernement. Celui-ci serait alors contraint d'*invoker un argument capital*, à savoir que l'énorme masse des emprunts de guerre (consolidés ou flottants) ayant presque entièrement été *souscrite* (pendant et depuis la guerre) *au moyen de francs dépréciés*, il serait souverainement inique de l'obliger à les rembourser (en capital ou arrérages) en francs à valeur intégrale. Dès lors, un

1. Voir p. 41.

2. Voir ce qu'écrit à cet égard le professeur Pigou, dans les *Documents de la Conférence financière de Bruxelles*, t. V, p. 88.

système quelconque de conversion s'imposerait, par la force même des choses, pour opérer *une forte réduction* du chiffre de la Dette, en harmonie avec la valorisation du « franc » (1).

3^o J'ajoute enfin que dans l'hypothèse du rétablissement du franc or, le *budget des Services Civils* présenterait, fort heureusement, *un total moins élevé*, par suite de la baisse générale des prix, traitements et salaires.

* * *

Je prévois deux autres objections, d'un ordre tout

1. M. Vissering a magistralement exposé cette délicate question dans son Rapport à la Conférence financière de Bruxelles. En voici le passage essentiel: « Avant tout autre chose, nous devons admettre un fait indéniable et pourtant peu connu. C'est que la monnaie fiduciaire dépréciée, émise depuis le début de la guerre, a un caractère et une valeur qui diffèrent de ceux de la monnaie en circulation avant juillet 1914. Les Gouvernements et les Municipalités qui ont émis des emprunts, *ont reçu en paiement de leurs titres de l'argent déprécié. La liquidation* de ces opérations devra donc s'effectuer *également dans la même monnaie*. Si quelqu'un s'avisait de demander que ce règlement s'effectuât en argent ayant *toute la valeur* qu'il possédait en juillet 1914, il est certain qu'un grand nombre d'Etats se trouveraient insolvables. Cette *exigence* serait, en outre, *très peu équitable*, car les créanciers bénéficieraient, d'un remboursement en monnaie ayant *une valeur intégrale*, alors qu'à l'origine, leurs versements avaient été effectués en argent de *valeur inférieure* », t. II, p. 52.

Et le professeur Pigou y écrit de même: « Ce retour aux parités d'avant-guerre entraînerait le paiement d'intérêts sur les emprunts de guerre, avec une monnaie de valeur sensiblement *supérieure* à celle qu'elle avait, lorsque la plupart de ces emprunts ont été souscrits », t. V, p. 90.

différent, et fréquemment élevées dans une certaine presse, s'ingéniant à montrer la situation financière actuelle de la France comme gravement compromise. En voici la première :

On dit que pour connaître le véritable chiffre de la richesse et du revenu actuels de la France, il est indispensable de tenir compte de l'énorme Dette publique et des charges écrasantes qu'elle entraîne au Budget. En effet, ajoute-t-on, la Dette publique constitue *un passif véritable* qu'il ne faut pas oublier de retrancher du Bilan national. Et on raisonne de même pour le revenu réel du pays.

L'argument, quoique spécieux, ne résiste pas longtemps à l'analyse. En effet, s'il est vrai que la Dette Publique doive figurer au passif du bilan national, il faut ajouter qu'elle se traduit et *se matérialise* par des titres de rente, bons du Trésor ou de la Défense Nationale, etc., qui se trouvent accumulés dans les portefeuilles des innombrables épargnants français et constituent incontestablement pour eux, un *élément d'actif* (1). Il s'en suit que le formidable accroissement de la Dette Publique a eu *pour contre-partie*, le *grossissement symétrique* des portefeuilles français, sauf pour la partie, relativement minime, possédée par des étrangers (2). Tout cela consiste finalement en un

1. Voir à la page 70, le communiqué-réclame du Ministère des Finances qui illustre à merveille *ce phénomène de compensation*.

2. Je ne tiens pas compte des dettes dites « interalliées », la question étant très complexe et leur règlement (ou du moins leur quantum) *fort aléatoire*. Du reste la France possède

simple *jeu d'écriture*, puisqu'une catégorie de citoyens perd en impôts, ce qu'une autre gagne, en touchant les coupons de la Rente (1). Voilà pourquoi on peut parfaitement faire abstraction de la Dette Publique, si l'on prend soin, en évaluant la fortune de la France, *d'éliminer tous les titres* représentant des créances sur l'Etat français. Et c'est bien ainsi que nous avons procédé plus haut.

La seconde objection impressionne davantage. « En supposant même, dit-on, que la fortune nationale de la France et surtout son revenu annuel aient suffisamment augmenté pour pouvoir supporter le poids de l'immense budget actuel, la situation du contribuable n'en reste pas moins aggravée, du fait qu'il y aura, *quoiqu'on fasse*, environ 3 millions de tués et mutilés ADULTES. Cet énorme déchet provoquera, fatalement, une très forte *diminution de la capacité productrice* du pays et occa-

également des milliards de créance de ce chef sur certains de ses anciens Alliés, devenus momentanément insolvables. Il ne faut pas oublier, d'autre part, que les dernières Conférences ayant *considérablement amputé* la créance de la France pour les Réparations dues par l'Allemagne, il *serait de toute justice* que l'Angleterre et les Etats-Unis, déjà si favorisés à maints égards, *fissent de leur côté, le sacrifice* de leurs créances sur la France, pour faciliter l'œuvre de la pacification de l'Europe. Il faut, en dernier lieu, tenir compte, *dans une certaine mesure*, de la créance de réparations sur l'Allemagne, cette créance pouvant, *dans la pire des hypothèses, au moins équilibrer* ces dettes « interalliées » !

1. Voir Seligman, *Liquidation financière de la guerre*, p. 17 et suiv. Voir aussi G. Lachapelle, *Les Finances Britanniques*, pp. 280 et 281.

sionnera du même coup, *un déficit* inéluctable du revenu annuel de la Nation. »

Cet argument renferme, hélas, une certaine dose de vérité et fait ressortir d'une façon saisissante, un des terribles méfaits de la guerre. Cependant, un amoindrissement sensible de la capacité productrice de la France n'est heureusement pas à craindre, grâce au concours énergique et simultané *de trois facteurs nouveaux* que voici :

1° L'acquisition de l'Alsace-Lorraine a eu pour heureux résultat l'*incorporation* d'un puissant contingent d'adultes (1). Les habitants de ces deux provinces (merveilleusement pourvues de toute la variété de richesses minérales et agricoles), sont du reste placés dans des conditions particulièrement favorables au point de vue d'une *production intensive*, grâce à leurs brillantes aptitudes, et l'esprit méthodique qui les caractérise.

2° On ne remarque peut-être pas assez que la guerre a opéré, entr'autres conséquences économiques, une *véritable révolution pacifique* dans le cadre du personnel des ateliers, usines ou maisons de commerce. Sous la pression inéluctable d'une longue guerre d'usure, né-

1. Le recensement de 1921 vient corroborer l'argument ci-dessus exprimé. Il attribue, en effet, 39.402.739 habitants à la France telle qu'elle est sortie des ravages de la grande guerre. Or le recensement de 1911 accusait, au total, 39.604.992 habitants. Le déficit se réduit donc finalement à 202.253 habitants. C'est que l'Alsace-Lorraine a fait l'apport de 1.700.749 citoyens nouveaux, comblant ainsi, dans une mesure très importante, les vides causés par quatre années de guerre acharnée.

cessitant le concours tenace et la collaboration active de tous les habitants, l'*élément féminin* s'est installé DANS TOUTES les branches de l'activité nationale, et s'y est établi... « à perpétuelle demeure » ! Il en est résulté un accroissement de la *population économique* « ACTIVE » de la France, contribuant ainsi à combler, en partie, le déficit réel accusé par l'élément mâle.

3° On a vu, plus haut (1), la grande amélioration de l'*outillage industriel* réalisée en pleine guerre. Il en a été de même des *méthodes de fabrication*. L'introduction du Système Taylor, la généralisation du travail aux pièces, avec de savantes graduations et modalités, les progrès du contrat collectif de travail et beaucoup d'autres innovations que la guerre a suscitées, ont certainement contribué à accroître la *puissance productrice du pays*.

Ces trois raisons suffisent, à mon avis, à maintenir à peu près intacte, la capacité de production de la France, malgré les pertes cruelles de vies humaines causées par la guerre.

1. Page 39 et suiv.

DEUXIÈME SECTION

*Distinctions à faire parmi les Impôts au point de vue
de leur répercussion sur les prix*

Dans les pages qui précèdent, j'ai essayé de montrer dans quelle mesure le fardeau du contribuable était devenu *réellement plus lourd* qu'avant-guerre. Mais cela ne suffit pas encore pour arriver à déterminer le *rôle du facteur impôt dans la vie chère*, objet exclusif de cette étude. C'est qu'il serait un peu simpliste, *d'envisager en bloc et pêle-mêle*, les différentes catégories d'impôts, comme si leur répercussion sur les prix était uniforme et fatale. Il n'en est rien, fort heureusement, et nous allons essayer d'établir des *distinctions nécessaires*, à la lumière de principes financiers généralement admis, pour *déterminer le chiffre* approximatif de ceux des impôts *ayant véritablement concouru à hausser le coût de la vie*.

On est aujourd'hui unanime à reconnaître que les impôts indirects, considérés dans leur ensemble, *contribuent presque TOUJOURS* à élever le coût de l'existence, alors surtout qu'ils portent *sur des objets essentiels*, destinés à satisfaire des *besoins incompressibles* (1). Il

1. Il faut néanmoins remarquer que certains impôts (classés parmi les « indirects » *pour des raisons purement techniques*), ne se répercutent pas et restent définitivement à la charge du payeur initial. Il en est ainsi de tous les *impôts somptuaires établis sur la consommation d'objets de luxe*. Il s'agit ici, en réalité, de *l'imposition du propriétaire-consommateur*, plutôt que de celle de l'objet.

faut, en effet, considérer les contributions indirectes, comme, d'une façon générale, *faisant partie intégrante du coût de production* et se répercutant nécessairement sur les prix de vente (1). On peut dès lors admettre, sans grand risque de se tromper, *que toutes les aggravations opérées aux impôts INDIRECTS depuis 1914 ont effectivement contribué à hausser le coût de la vie* (2).

Lorsqu'il s'agit des impôts directs, il devient singulièrement plus malaisé et délicat, de préciser l'ampleur de leur répercussion sur les prix. D'interminables controverses ont de tout temps été engagées à ce sujet. Mais on s'accorde généralement aujourd'hui à reconnaître que, *dans les conditions normales de libre concurrence économique*, les impôts directs, *dans leur ensemble, restent le plus souvent à la charge de ceux qui les acquittent*. Ceux-ci risqueraient de tarir la demande, en essayant de rejeter l'impôt sur le consommateur.

1. Je n'envisage pas ici le caractère « progressif à rebours » des impôts indirects. Je laisse également de côté leur autre et fort grave inconvénient. C'est que les impôts indirects vont inéluctablement accuser *d'énormes déficits* dans leur rendement, dès qu'on entrera *dans la période de baisse des prix*, consécutive à une amélioration du franc. Cette grave éventualité devrait faire réfléchir le législateur, pour éviter de surcharger le total déjà écrasant des contributions indirectes, *en cherchant ailleurs les remèdes au déséquilibre budgétaire*.

2. Il est pourtant juste de signaler que la *concurrence des produits similaires importés des pays ALLIÉS* (auxquels on donnait, jusqu'à l'Armistice, toute facilité d'accès), a pu, dans une certaine mesure, *contrecarrer* la répercussion intégrale des impôts indirects.

De plus, lorsque les impôts directs frappent *les revenus nets* des entreprises, c'est-à-dire lorsqu'ils sont calculés et perçus *sur leurs bénéfices nets*, ils restent *intégralement et définitivement à la charge des chefs d'entreprise*. En effet, les bénéfices sont *la résultante des prix de vente* dont ils suivent fatalement les variations. Il s'en suit qu'une nouvelle hausse de prix se traduirait inéluctablement *par un chiffre plus élevé de bénéfice taxable*. Dès lors, les assujettis à l'impôt ne peuvent, en aucune manière, échapper à l'emprise de ces taxes frappant *directement* les *revenus annuels nets*. C'est ce qu'affirme Seligman de la façon la plus catégorique : « L'imposition du surplus économique *ne peut jamais se répercuter*, puisque le surplus est, non pas une partie du coût de production, mais *le résultat de la production* (1). »

Il faut ajouter que dans les pays où les impôts directs atteignent, sans distinction, *toutes les sources de l'activité économique*, le contribuable ne possède même pas la ressource de changer d'entreprise, puisqu'il n'existe *aucun domaine immunisé* (2).

La faible incidence des impôts directs s'aperçoit du reste *d'une manière plus tangible* dans les pays où, comme en France, les titres de Rente sont très largement répandus dans toutes les couches de la popula-

1. Voir *Traité de la Répercussion et de l'Incidence des impôts*, p. 522 et suiv.

2. Voir Seligman, *op. cit.*, p. 392 et aussi sa *Liquidation financière de la guerre*, p. 49 et suiv.

tion (1), car alors ce que le contribuable acquitte en impôt, *il le récupère*, en touchant périodiquement les arrérages de la Rente. Une démonstration frappante et d'ailleurs... « officielle » de cette assertion est fournie par le texte d'un communiqué-réclame du *Ministère français des Finances*, paru dans tous les grands quotidiens du 27 juillet 1921 et des jours suivants, sous le titre alléchant « Comment supporter le poids des impôts ». En voici la teneur : « A ceux qui se plaignent de « payer de lourds impôts, on peut rappeler qu'il est « aisé d'en supporter le poids avec moins de peine, en « souscrivant aux Bons de la Défense Nationale, dont les « intérêts sont payés d'avance. Ces *intérêts allègent* en « effet *d'autant*, les charges fiscales des citoyens pré- « voyants, qui *s'en acquittent* ainsi, *sans diminuer leur* « *capital*. Souscrire aux B. D. N., c'est le moyen le plus « commode et le plus sûr DE COMPENSER *ses impôts par* « *un placement avantageux*. Confier ses billets de ban- « que au Trésor, c'est s'assurer une prime qui permet « de s'acquitter plus aisément de ses contributions. » !!!

L'absence de répercussion apparaît d'ailleurs, par la

1. Les titres des différents Emprunts de l'Etat sont très largement répartis dans les portefeuilles des petits rentiers français. Ceux-ci *d'instinct* ont fort peu de goût pour les placements en valeurs industrielles, lesquelles, comportant forcément une forte dose d'aléa, exigent de la part de leurs détenteurs, *une culture économique* élémentaire et *une vigilance* presque quotidienne. Il s'en suit que tous ces petits épargnants ont *fidèlement réservé* leurs disponibilités aux appels périodiques de l'Etat, entourés d'une publicité savante et vraiment suggestive.

force des choses, dans certaines catégories d'impôts directs, tels que *les droits sur les successions et sur les donations* entre vifs ou testamentaires, qui occupent une place de plus en plus prépondérante dans tous les systèmes fiscaux modernes, par suite de leur productivité et leur acquittement relativement commode.

De tout ce qui précède, il résulte que les impôts directs, considérés *dans leur ensemble*, n'agissent pas sur les prix avec la même fatalité, ni la même intensité que les impôts indirects; de sorte que leur *répercussion sur le coût de l'existence* est *faible*, comparée à celle des impôts indirects, quoiqu'il soit *difficile de mesurer*, avec quelque précision, l'influence respective de ces deux catégories d'imposition. Néanmoins, sur les 20 milliards d'impôts figurant dans notre tableau de la page 49, on peut dire qu'une *quinzaine* de milliards, au plus, ont une *répercussion certaine* sur les prix. En effet, les impôts *directs* couvrent actuellement *près de la moitié* (1) du budget et nous avons suffisamment insisté sur

1. Voici pour la France, les chiffres des deux catégories d'impôt, en millions de francs:

Année	1913	1915	1916	1917	1918	1919	1920
Impôts directs	1.336 M.	1.019	1.074	1.452	1.904	3.172	6.780
Indirects et Monopoles	3.716	2.927	3.704	4.481	4.445	6.998	8.680

La proportion des impôts directs est beaucoup plus forte en Angleterre, où pour le dernier exercice (clos au 31 mars 1921), on accuse 17 milliards de recettes provenant des impôts directs contre 8 milliards 825 millions perçus comme impôts indirects, soit *moitié moins* que les premiers ! Et une pareille évolution est en cours dans la plupart des pays économiquement avancés et à esprit progressif.

la faible incidence de toute cette catégorie d'impôts. Il s'en suit que les conclusions de notre précédente section (1) doivent être très sensiblement *modifiées*, dans un sens *plus optimiste*, au point de vue de la part véritable à assigner au facteur impôt dans l'enchérissement du coût de l'existence (2).

1. Pages 49 et 50.

2. Toute cette argumentation s'applique avec plus de force aux cinq années de guerre, durant lesquelles le total des impôts perçus a été, en somme, fort modeste, puisque nous avons montré plus haut, que même pour la dernière année de guerre (exercice 1918), les impôts avaient à peine rapporté 7 milliards, malgré la vie chère et l'augmentation très sensible des revenus privés qui en résultait. On se souvient que c'est en 1919 seulement qu'on a franchi, pour la première fois le total de 10 milliards !

TROISIÈME SECTION

*L'Impôt réagit contre la hausse des prix
en stimulant parfois la production*

Je n'insisterai pas outre mesure sur le caractère stimulant de l'impôt, au point de vue de la production nationale. Si les panégyristes anciens et modernes de l'impôt exagèrent ce caractère (leurs thèses étant trop souvent tendancieuses), celles-ci renferment néanmoins *une part de vérité*, en ce sens que cet effet stimulant peut parfois se manifester, lorsque certaines conditions économiques se trouvent réunies.

C'est ainsi que lorsqu'il s'agit d'articles *non absolument indispensables*, mais simplement utiles (et à plus forte raison purement somptuaires), il est à craindre qu'une notable partie des consommateurs *préfèrent s'abstenir* d'acheter, plutôt que de subir une hausse nouvelle quelconque, si on a déjà atteint ce que les économistes modernes appellent « les *prix marginaux* ». Cette éventualité peut évidemment servir de *frein salutaire* contre toute velléité des producteurs de récupérer l'impôt... en majorant les prix de vente. Il en serait du reste ainsi, même sous un régime de *monopole* absolu ou « de fait », car le souci de ne pas tarir la demande s'y impose également, puisqu'il est généralement admis que *les prix y dépendent*, en grande partie, du *pouvoir d'achat du consommateur*.

Lorsque ces circonstances précises coexistent (et elles

ne sont pas rares), les assujettis à l'impôt, pour s'éviter une perte sèche résultant de la taxation, *s'ingénieront* à réaliser des *économies sur les frais de revient*. Ils pourront du reste être parfois amenés à *découvrir quelque perfectionnement* dans les procédés de fabrication. En tout cas, le fait qu'il leur est parfois difficile (et même dangereux...) d'essayer de rejeter la charge de l'impôt sur le dos de l'acheteur, agira sur eux à *l'instar d'un puissant aiguillon*, susceptible de réveiller leur esprit d'initiative et de raviver leur énergie.

QUATRIÈME SECTION

L'Impôt contrecarre la hausse des prix en diminuant le pouvoir d'achat du contribuable (1)

Cette dernière considération, trop souvent passée sous silence, est à mes yeux *une des plus essentielles* et ressort nettement de l'observation des faits.

L'impôt, par définition, a pour effet d'entamer les disponibilités du contribuable, et *diminue*, du même coup, son pouvoir d'achat *en tant que consommateur*. C'est qu'en effet, la plupart des hommes ne peuvent s'astreindre à épargner *au prix de privations actuelles*.

1. On serait tenté de croire que ce nouvel aspect de l'impôt est de nature à détruire l'effet bienfaisant signalé dans la précédente section. Il n'en est rien et je crois au contraire, que loin de se neutraliser, les arguments de ces deux sections peuvent *se concilier* assez facilement.

Dans la troisième section je dis, en somme, que l'impôt peut, dans une certaine mesure, *empêcher la hausse*, PAR LA CRAINTE qu'il inspire aux producteurs de voir leur consommation diminuer par le fait d'une nouvelle hausse. Et ce sentiment peut susciter *des économies* dans le coût de production et même *des inventions*. Il s'agit donc ici d'un simple *PALLIATIF de l'impôt*.

Tandis que dans cette quatrième section, je signale que l'impôt *diminue toujours et directement* le pouvoir d'achat du consommateur et *provoque DE SUITE une diminution de la demande*; ce qui aboutit également à empêcher la hausse.

Ce qu'il y a de *commun* dans les deux cas, c'est que l'élévation des prix en est contrecarrée et c'est *ce résultat* que je cherche uniquement à mettre ici en lumière.

Ils préfèrent consacrer leurs revenus à d'*immédiates acquisitions* d'objets utiles (ou même superflus!) plutôt qu'à des placements, fussent-ils « de père de famille » ! Dès lors, ce qu'ils versent comme impôt dans les caisses de l'Etat entame leurs revenus nets et *diminue* tout naturellement *d'autant la masse de leurs achats en perspective*. Il en résulte une baisse automatique du volume de la demande de ces objets et partant de leurs prix.

Il arrive parfois que de puissants facteurs économiques agissent invinciblement dans le sens de la hausse des prix, comme cela a malheureusement été le cas durant les cinq années de guerre et même depuis. Néanmoins, *même alors*, l'impôt se dresse énergiquement contre la hausse (en raréfiant les disponibilités et diminuant l'importance de la demande), et s'il ne réussit pas à l'enrayer entièrement, il *l'atténue* dans une assez large mesure.

Il faut donc conclure que les gros impôts levés depuis 1914 ont certainement *contribué à l'abstention des consommateurs* et ont, *dans cette mesure*, réagi contre les multiples et puissants facteurs de hausse.

Peut-on nier que le recours aux emprunts ait produit, à ce point de vue, des effets diamétralement opposés (1), *grâce aux mille facilités* qu'offraient les Ban-

1. Les effets des emprunts ont été, à cet égard, beaucoup plus désastreux dans les pays où (comme l'Angleterre et les Etats-Unis), les BANQUES ont *énormément souscrit*, pour leurs propres comptes, aux appels de l'Etat. Il en est résulté (par suite du jeu combiné de virements auprès de la Banque Centrale d'Emission), une multiplication des comptes-

ques pour encourager les souscriptions du public (avances sur titres, échanges de titres, réalisation de portefeuilles anciens par l'appât de taux élevés, versements échelonnés, etc.), et dont il résultait la « *reconstitution* » des disponibilités d'une foule de souscripteurs (1). Du reste, les arrérages de ces emprunts, périodiquement encaissés « nets de tous impôts », ont contribué à augmenter les pouvoirs d'achat. Il faut ajouter que ces énormes Emprunts dont les taux ont, par la force des choses, suivi une progression ininterrompue, ont eu pour effet de susciter une concurrence funeste aux demandes de crédit des entreprises privées (2). Ce fait a précipité l'élévation du taux de la rémunération de l'argent, en majorant du même coup tous les coûts de production.

Ces réflexions nous conduisent à regretter la timidité de la politique de guerre de la France. On aurait pu, au moyen de lourds impôts vigoureusement appliqués, pomper à intervalles périodiques, les disponibilités débordantes du contribuable et lui enlever, en même temps, les fâcheuses illusions créées et entrete-

courants créditeurs dans les divers Etablissements bancaires, accentuant fortement l'inflation fiduciaire, principal facteur de la vie chère !

1. Voir le cours de Doctorat de M. Rist, année 1919-1920 sur « les Banques d'Emission et les Banques de Dépôt » où ce phénomène est admirablement mis en lumière, en comparant entre elles les différentes politiques d'emprunts de guerre, suivies dans les principaux pays belligérants.

2. Voir M. Rist, cours précité, le chapitre consacré aux « Banques de Dépôts au lendemain de la guerre ».

nues par cet amoncellement insolite de banknotes ! Une pareille politique aurait certes constitué une puissante soupape de sûreté, contre les mouvements forcenés des prix vers la hausse.

On voit, par ce qui précède, que nous sommes loin de partager l'opinion commune sur l'effet essentiellement nocif de l'impôt, au point de vue du coût de l'existence. Nous avons essayé de montrer que, loin d'être une cause péremptoire et le facteur souverain de la hausse des prix, *l'impôt sert parfois de barrière salutaire et efficace* contre les tendances de hausse !

CINQUIÈME SECTION

Limite que les taxations ne doivent franchir, sous peine de diminuer la capacité productrice du pays

Au début de cette 2^e partie, je me suis longuement attardé à établir que le fardeau fiscal actuel, qui paraît écrasant par rapport à celui d'avant-guerre, n'est pas *en réalité* trop sensiblement disproportionné à la capacité contributive actuelle du pays. Je viens d'expliquer, d'autre part, en quel sens pouvait-on attacher à l'impôt un effet en quelque sorte bienfaisant : la portion des revenus privés consacrée à l'acquittement des impôts venant forcément en déduction de celle destinée à alimenter des achats d'objets de consommation immédiate, la demande de ceux-ci décroît *ipso facto*, provoquant une baisse, ou tout au moins une plus grande stabilisation des prix.

Faut-il donc bannir toute inquiétude sur les finances d'après-guerre de la France et approuver aveuglément, en les traitant d'*inoffensives*, toutes les impositions nouvelles que de prétendues nécessités budgétaires amèneraient à envisager dans un avenir prochain ?

Une pareille affirmation serait souverainement dangereuse, en encourageant sans frein les pires prodigalités budgétaires ; elle contribuerait à entretenir un état chronique de désastreuse imprévoyance. Mais elle aurait, en outre, le tort d'être absolument erronée. C'est qu'en effet, lorsqu'on se propose d'analyser l'influence du facteur impôt sur la hausse des prix, on ne peut se borner

à une sèche comparaison de chiffres et de pourcentages, comme si l'amoncellement des taxations nouvelles n'amenait aucune perturbation dans le mécanisme et l'équilibre des différents facteurs de la production nationale. Loin d'être inoffensive, toute aggravation fiscale *revêtant une certaine ampleur, réagit profondément sur l'ensemble de la vie économique du pays* et est susceptible de produire de très graves conséquences, dans un avenir relativement prochain. C'est à l'examen attentif de ces répercussions qu'est consacré tout ce chapitre, *dans le but de servir de correctif* à l'optimisme qui se dégage de la lecture des pages qui précèdent.

J'ai déjà dit à plusieurs reprises, *qu'à elle seule, la création d'impôts nouveaux ne pouvait aboutir* à surélever d'emblée le coût de la vie, *pris en son ensemble*, quoi qu'en pensent les milieux industriels et commerciaux. Il est certain, en effet, que les chefs d'entreprise sont impuissants à rejeter d'autorité sur les acheteurs la charge intégrale des taxations nouvelles, par le moyen commode de majorations de leurs prix de vente. Une pareille tentative échouerait lamentablement devant la défection de la masse des consommateurs *dont les revenus sont restés inchangés*. Ceux-ci préféreront s'abstenir d'acheter ou réduiront leurs achats au strict minimum, plutôt que d'assumer la charge exclusive des impositions. Qui ne connaît la merveilleuse élasticité des besoins de l'homme ? L'implacable loi économique de la substitution intervient énergiquement, toutes les fois que les vendeurs abusent dans leurs majorations. On l'a vue maintes fois à l'œuvre depuis l'Armistice

et le grand public a même inventé, pour la qualifier, le pittoresque néologisme « *grève des consommateurs* ».

Je sais bien que des acheteurs particulièrement avides de se procurer CERTAINS *articles*, essentiels ou même... superflus, n'hésiteront pas à les acquérir à des prix très majorés! Mais le surcroît de dépense qu'ils y consacrent, sera forcément *au détriment d'autres achats* qu'ils se proposaient de faire et dont ils seront contraints de se passer. Dès lors, la majoration consentie sur les premiers sera tout simplement contrebalancée par la baisse de prix survenue sur les seconds. *Ce phénomène de compensation et le maintien du niveau moyen des prix* qui en résulte, sont faciles à saisir dès qu'on analyse les différents emplois que peuvent recevoir *les disponibilités monétaires* d'un pays (le terme « monétaire », pris dans son acceptation large de tout moyen quelconque de paiement). Nous allons rapidement esquisser cette analyse (1).

Les disponibilités monétaires d'un pays sont destinées à recevoir l'un ou l'autre des quatre catégories d'emplois que voici :

1° La partie la plus importante sert à *reconstituer* les sources mêmes d'où dérivent les revenus des parti-

1. La classification méthodique des divers modes d'emploi des revenus et la *distinction essentielle* entre l'épargne-créatrice et l'épargne-réserve ont été très complètement mises en lumière par M. le professeur Ch. Rist dans son cours de Doctorat, année 1919-1920, servant en quelque sorte d'introduction à ses développements sur « les Banques d'Emission et les Banques de Dépôt ».

culiers. Il en est ainsi pour les sommes destinées à *l'acquisition* de machines, instruments, matières premières, combustible, etc., ou à *l'amortissement* de l'outillage national. Il en est de même, en ce qui concerne les commerçants, des sommes consacrées à l'achat de nouvelles quantités de marchandises, *pour alimenter le stock en magasin*, source de leurs bénéfices.

2^o Une part souvent très considérable est réservée à *la location*, sous les formes les plus variées, *des différents facteurs* concourant à la marche normale des entreprises. C'est le cas des *fermages* des terres, du *loyer* des locaux commerciaux ou industriels, des *salaires* et *appointements* répartis au personnel salarié, et des *intérêts* servis aux bailleurs de fonds ou aux pourvoyeurs de crédit tels que les établissements bancaires.

3^o Une troisième part, dont l'importance varie selon les temps et les pays, vise à l'acquisition *d'objets de consommation immédiate*, sans concourir directement à l'œuvre de la production. Il en est ainsi des modestes achats que comporte le budget d'un ménage ouvrier, des confortables mobiliers d'un intérieur bourgeois ou des objets de grand luxe possédés par de rares privilégiés de la fortune. Ce qui caractérise nettement ce mode d'emploi des revenus, *c'est le but* exclusif de se procurer *des satisfactions immédiates et personnelles*. C'est là du reste la raison d'être et le couronnement de toute *l'activité économique* du genre humain.

4^o Enfin une dernière part, *s'il en reste*, constitue ce qu'on appelle *l'épargne* annuelle du pays. Il s'agit ici de *l'épargne créatrice*, c'est-à-dire celle qui est des-

tinée à féconder des entreprises nouvelles ou à s'incorporer à celles existantes, pour leur donner un développement plus considérable.

Une fois posées ces quatre catégories d'emplois possibles des disponibilités monétaires d'un pays, il est visible que les impôts, si lourds soient-ils, sont *impuissants* à provoquer une *hausse GÉNÉRALE* des prix, si les moyens d'achat du public n'ont pas corrélativement augmenté. C'est qu'on ne peut raisonnablement payer que *dans la mesure des moyens de paiement* dont on dispose; c'est l'évidence même! Dès lors, si, sous l'influence d'une circonstance exceptionnelle quelconque (telle qu'une taxation nouvelle), *certaines dépenses incompressibles* des première, deuxième ou troisième catégorie venaient à subir une hausse, *ce surcroît de décaissement* se traduirait *ipso facto*, par une diminution équivalente des sommes consacrées aux dépenses présentant une plus grande « élasticité » ou une utilité moindre. L'impôt constitue donc un mode particulier d'emploi des revenus et *une véritable dépense*; comme telle, elle vient *en déduction des autres dépenses* de tous ordres que l'on projetait, réagissant énergiquement sur l'ampleur que pourraient avoir celles-ci. Une baisse de prix fait immédiatement son apparition dans tous les autres domaines, jusqu'à ce que l'équilibre économique soit de nouveau rétabli.

Il résulte de tout ce qui précède qu'une hausse générale des prix ne saurait être la *conséquence directe* d'une aggravation fiscale quelconque, tant que la masse des disponibilités du public n'aura pas augmenté, à

moins qu'on se trouve *en période de disette absolue*. C'est le seul cas où le vendeur devient exceptionnellement le maître des cours, à condition, bien entendu, qu'aucune concurrence de produits étrangers ne vienne y réagir.

Mais, dira-t-on, qui supporte alors le poids de ces taxations nouvellement instituées ? *Théoriquement*, la réponse ne fait aucun doute. Ce sont les *chefs d'entreprises* qui, *pris dans leur ensemble*, en assumeront la charge, en prélevant les impôts *sur la marge de leurs bénéfices nets*. Ils devront se contenter d'un profit moindre, afin de garder intacts leurs anciens débouchés ; ils préféreront du reste ce sacrifice inévitable d'une partie de leurs bénéfices, à l'éventualité de la fermeture complète de leurs établissements. Nous disons, en résumé, que le consommateur est le grand régulateur des prix et le vrai roi du marché, sauf dans les périodes de disette ou de protectionnisme réellement prohibitif. Il s'en suit que les impositions *non accompagnées* d'une augmentation parallèle des disponibilités du public (1), res-

1. La *cause essentielle* de la hausse des prix consécutive à la Grande Guerre réside *précisément* dans la *formidable augmentation* des *disponibilités monétaires du public*, ainsi que nous l'avions signalé dans notre première partie. C'est ce qui explique la raison pour laquelle les chefs d'entreprise ont pu si gaillardement rejeter la charge des taxations sur le dos du consommateur, en profitant même souvent du « prétexte » de l'impôt, pour réaliser une majoration beaucoup plus importante ! Ils n'auraient jamais osé agir de la sorte, si le public n'avait pas été, *au préalable*, saturé de billets de banque ou de Bons de la Défense Nationale !

tent définitivement à la charge des chefs d'entreprise et *s'imputent* sur leurs bénéfices nets.

* * *

Cette conclusion, théoriquement inébranlable, peut paraître tout à fait rassurante au point de vue de la masse des consommateurs qui constituent, et de beaucoup, l'élément prépondérant de la population. Il n'en est rien, hélas ! Dès qu'on approfondit tant soit peu l'examen des *répercussions lointaines* des impôts, on ne tarde pas à s'apercevoir qu'il y a le revers de la médaille ! C'est ce que nous allons tenter de mettre brièvement en lumière.

Il faut bien admettre *qu'il n'est pas indifférent du tout* de dire (comme nous l'avons fait à l'instant), que les taxations nouvelles, non accompagnées d'un accroissement équivalent des revenus privés, restent à la charge des entrepreneurs et s'imputent sur leurs bénéfices nets. *La diminution des profits* qui en résulte, est une éventualité qui mérite d'être très sérieusement envisagée ! C'est que les chefs d'entreprise forment, sans conteste, *l'élément le plus actif et le plus précieux* de la population, *au point de vue strictement économique*. Sans tomber le moins du monde dans les dithyrambes de certains économistes orthodoxes sur le rôle de l'entrepreneur, il faut néanmoins reconnaître que toute la charpente de la société économique moderne, repose principalement sur les épaules de l'armée des chefs d'entreprises. Ceux-ci, sous l'unique mais puissant aiguillon

de *l'intérêt personnel*, auquel on s'est ingénié à laisser un champ d'action toujours plus grand, règlent les différentes phases de la production nationale, *d'une façon relativement satisfaisante* dans l'ensemble, du moins jusqu'ici. Dans toutes les branches de la production, l'entrepreneur a été et est encore « le grand premier rôle », *donnant l'impulsion* à tous les autres facteurs, pour arriver à pourvoir aux besoins de tous ordres de la Société, dans toute la mesure du possible. Il assume d'ailleurs la totalité des aléas et *l'entière responsabilité* de ses initiatives.

Mais le chef d'entreprise ne se pique nullement de faire œuvre philanthropique ! Il ne travaille pas davantage, dans l'ensemble, pour de platoniques satisfactions d'amour-propre. Ce qu'il vise avant tout et si *âprement*, c'EST LE BÉNÉFICE NET, que son bilan de fin d'année lui révélera avec une franchise brutale. Dès lors, n'est-il pas à craindre qu'il soit sérieusement handicapé, par l'amoncellement progressif des taxations nouvelles venant constamment entamer sa marge de profit net ? N'est-il même pas à prévoir qu'il finisse par être saisi d'un *profond découragement* devant les résultats de plus en plus maigres de ses inventaires annuels, alors surtout que des aléas de tous ordres (insécurité politique, violentes fluctuations du change, malaise social, etc.), le guettent plus que jamais ?

Il existe certes des caractères fortement trempés, aimant la bataille et ayant un penchant irrésistible pour une carrière indépendante, qui lutteront malgré tout, et s'ingénieront à remédier à l'amoindrissement de leurs

profits, par des prodiges d'habileté et un surcroît d'efforts. Mais il faut bien avouer que la grande masse des industriels ou commerçants, pris d'un grand malaise, ne tarderaient pas à abandonner la lutte et à se chercher *d'autres occupations*, qui pour être un peu moins lucratives, ne comportent, par contre, presque *aucun risque*. Ils se dirigeraient vers des emplois salariés dans les fonctions publiques ou les entreprises privées, à moins de préférer certaines carrières libérales particulièrement attrayantes, malgré leur médiocre rendement pécuniaire. Il est même à craindre qu'une notable partie de ces chefs d'entreprises découragés ne se contente de choisir « la *dolce fare niente* » d'une vie de rentier ! Une pareille désertion d'entrepreneurs romprait certes très gravement l'équilibre de l'économie nationale ; une violente *crise de sous-production* sévirait à bref délai ; une foule de produits ne seraient offerts qu'en quantités tout à fait insuffisantes. Dès lors, l'implacable loi de l'offre et de la demande jouerait avec sa sanction inévitable : la hausse des prix des produits raréfiés (1).

On voit ainsi que si lourds impôts sont impuissants,

1. On pourrait citer également un *autre danger* des taxations écrasantes. C'est de *rendre impossible*, aux pays qui en sont affectés, toute participation effective à la *conquête des marchés étrangers*. Les produits fabriqués par les nationaux de ces pays seraient trop gravement handicapés pour pouvoir subir avantageusement la concurrence étrangère. Cette idée est exprimée, avec beaucoup d'énergie, par M. Cauwès : « Un pays ne peut supporter une charge fiscale indéfinie. La mesure d'élasticité des facultés imposables est limitée de deux manières : par l'étendue du revenu national et aussi par les

devant l'inertie des consommateurs, à hausser directement le coût de la vie, ils n'en aboutissent pas moins, dans un avenir assez proche, à *amener indirectement le renchérissement d'une foule de produits*. Il va sans dire que cette grave éventualité ne serait à craindre que si les *taxations* devenaient véritablement spoliatrices, au point de ne laisser aux chefs d'entreprises qu'une *marge de bénéfice* absolument *dérisoire* ! Fort heureusement les charges fiscales actuelles de la France sont loin d'avoir atteint une pareille acuité, ainsi que nous l'avons longuement démontré au début de cette 2^e partie.

Les milieux industriels et commerciaux ont donc raison, AU FOND, d'avoir les nouveaux impôts en horreur. Il est seulement regrettable qu'ils n'essayent pas de justifier leur aversion par des arguments vraiment persuasifs. Ils se bornent trop souvent à gémir sur l'augmentation de leurs fameux « frais généraux » qu'ils essayent systématiquement de mettre à la charge du consommateur, comme si celui-ci devait seul pâtir des aggravations fiscales provoquées par la liquidation financière de la Grande Guerre. Ils ont trop souvent tendance à considérer *leur marge de bénéfice* comme *absolument intangible*... et oublient volontiers les modestes

conditions de la concurrence internationale ; car il est évident que l'impôt, pour une part d'autant plus forte que la concurrence est plus inégale, *s'ajoute au coût de production de la fabrication indigène*. Lorsque cette mesure est dépassée, le mouvement d'accumulation de la richesse s'arrête et *la production découragée se restreint*. » *Economie Politique*, t. IV, p. 438.

pourcentages dont ils se contentaient fort bien avant-guerre ! Ils feraient beaucoup mieux d'éclairer l'opinion publique, comme nous l'avons timidement esquissé ci-dessus, sur les *véritables dangers* d'une politique de taxation à outrance, au point de vue des intérêts généraux et permanents de la Société. Leurs doléances pourraient avoir alors, quelque chance de trouver un écho favorable dans toutes les couches de la population.

* * *

En poussant plus loin l'examen des répercussions lointaines des taxations à outrance, nous allons remarquer qu'elles peuvent avoir, dans un autre ordre d'idées, des conséquences économiques tout aussi pernicieuses, au point de vue de l'avenir du pays.

Nous avons dit plus haut que les impôts constituent, pour les revenus privés, *une forme particulière de dépense* ; le contribuable verse au fisc une partie de ses disponibilités, au lieu de la consacrer, soit à des dépenses de reconstitution, de location ou de consommation directe, soit à des placements dans des entreprises productives anciennes ou nouvelles. C'est le moment d'examiner d'un peu plus près, *l'influence de ce mode d'emploi des revenus*, sur l'économie générale de la Nation. Toute la question est de savoir, si la partie des revenus engloutie dans les Caisses du Trésor *n'aurait pas pu recevoir un emploi économiquement meilleur*, entre les mains des citoyens qui s'en sont démunis pour acquitter leurs impositions. La réponse en est relativement aisée.

D'une part, si l'on fait abstraction de l'opinion de certains interventionnistes à outrance qui rêvent *d'étatiser* tous les domaines de la production nationale, on est presque unanime à reconnaître *l'incapacité radicale de l'Etat en matière économique* et à déplorer les lacunes de sa gestion financière. Cela ressort clairement du bilan des innombrables expériences étatiques tentées en tous pays et notamment de celles dont la Grande Guerre a, en quelque sorte, provoqué l'éclosion à peu près partout.

D'autre part et surtout, les divers emplois que l'Etat fait de ses recettes fiscales apparaissent, dans l'ensemble, comme *d'un fort médiocre rendement économique*. En effet, les impôts contribuent à entretenir principalement deux catégories de citoyens : l'armée des *Rentiers ou Retraités* et celle des *Fonctionnaires* de tous ordres. Les rentiers forment certainement une fraction notable et fort intéressante de la Nation, puisque c'est principalement chez eux que s'épanouit cette admirable qualité si éminemment française qu'est *l'esprit d'épargne* ! Les retraités sont, d'autre part, à maints égards, dignes de toute la sollicitude du législateur. Cela n'empêche que ni les uns, ni les autres, *ne figurent dans « les cadres de l'active » de l'armée économique du pays* ! Ce sont, au point de vue de la production nationale, des citoyens en quelque sorte *passifs, neutres*. On pourrait fort bien leur appliquer, *mutatis mutandis*, le qualificatif pittoresque que les Anglais décernent aux commanditaires d'une société commerciale, celui de « *Sleeping partners* », des associés qui dorment ! Il faudrait d'ailleurs

ajouter que ces légions de rentiers auraient, en l'absence de titres de rente sur l'Etat, *placé leurs épargnes dans des entreprises véritablement productives*, en achetant des actions ou des obligations de sociétés industrielles ou commerciales. La suppression de la Rente n'aurait donc aucunement pour conséquence, la paralysie de l'esprit d'épargne. Celui-ci trouverait mille autres emplois lucratifs, d'une utilité économique incontestablement supérieure à celle des emprunts de l'Etat.

Un raisonnement analogue s'impose en ce qui concerne la classe des fonctionnaires. Leur existence et leur concours sont certes indispensables pour donner satisfaction aux intérêts généraux et permanents de toute société civilisée ; on peut ajouter que leur niveau intellectuel et moral dépasse, dans l'ensemble, la moyenne des autres catégories sociales. Il faut néanmoins reconnaître que *le rendement économique* de cette gigantesque organisation fonctionnariste reste, malgré tout, absolument *médiocre* (1). Et je n'insiste pas outre mesure sur les entraves sans nombres dont la produc-

1. M. Paul Leroy-Beaulieu a admirablement exprimé le danger du fonctionnarisme dans les lignes que voici : « Tout système d'impôts exagérés entraîne avec lui l'augmentation du nombre des fonctionnaires, ce qui est en général *un mal*, car les fonctionnaires de tous ordres sont autant de personnes *soustraites aux professions agricoles, industrielles ou commerciales* ; ils ne vivent que par un *prélèvement sur le produit de ces professions* ; ils accroissent les frais généraux de la mise en œuvre du capital national, à moins toutefois que les fonctions qu'ils remplissent ne soient incontestablement utiles à la Société. » *Tr. Science des finances*, t. I, p. 154.

tion nationale souffre fréquemment, sous un régime de paperasserie tracassière !

N'est-on pas dès lors fondé à penser, que les impôts servent principalement à entretenir des légions de citoyens, figurant *avant tout dans les rangs des consommateurs* et concourant dans une trop faible mesure à des entreprises réellement productives, alors que ceux qui les ont acquittés, auraient aisément réalisé des placements incontestablement plus avantageux pour l'ensemble de l'économie nationale ? Sur le total annuel du revenu net du pays, *une part de plus en plus importante* est ainsi *distracte* des mains des chefs d'entreprises, *pour servir à des fins* sinon inutiles, du moins *économiquement stériles*. Cette conséquence des lourdes taxations est de nature à inspirer de sérieuses inquiétudes sur l'harmonie et l'équilibre des différents facteurs de la production nationale. La destination anti-économique d'une notable partie du revenu annuel d'un pays, *empêche l'accroissement normal de sa capacité productive*. Cette stagnation du capital national peut amener une crise de sous-production, pour peu que la population augmente. Il est même à craindre qu'un trop fort pourcentage des revenus privés, confisqué par les impositions, puisse *rendre impossible l'amortissement régulier* de l'outillage national. Il en résulterait inévitablement le dépérissement d'un grand nombre d'entreprises, celles-ci ayant, d'autre part, les plus grandes difficultés pour se procurer les capitaux liquides nécessaires à la régularité de leur fonctionnement. Il s'en suit que le législateur devrait bien réfléchir avant d'aggraver da-

vantage les charges fiscales actuelles, non pas tant pour éviter de hausser le coût de la vie (nous avons vu que la hausse des prix ne pouvait être la conséquence *directe* des impôts), mais *pour ne pas imprudemment restreindre les moyens d'action dont disposent les chefs d'entreprises*, élément essentiel de la vitalité économique du pays.

* * *

En résumé, nous avons expliqué dans ce chapitre que les impôts ne peuvent augmenter directement le coût de la vie, la capacité d'achat des consommateurs étant le facteur dominant dans la fixation des prix. Mais nous avons signalé aussitôt, les répercussions profondes et les conséquences funestes qu'un lourd appareil fiscal risque de produire sur la structure économique du pays. C'est ainsi que nous avons montré la gravité du découragement suscité chez les industriels, agriculteurs ou commerçants par des taxations à outrance, réduisant leurs bénéfices à une proportion trop dérisoire, pour contrebalancer les risques courus et l'énergie déployée. La fermeture d'une foule d'établissements pourrait en résulter, amenant une *production déficitaire* et une hausse de prix inévitable. Nous avons finalement signalé un autre danger des lourdes impositions : celles-ci, prélevées principalement sur les revenus des classes économiquement actives de la Nation, sont ensuite réparties à des *catégories sociales d'une production médiocre*, telles que celles des rentiers et des fonctionnaires, au grand détriment de la capacité productive totale du pays.

Une conclusion s'impose de cet ensemble de consi-

dérations. C'est que si les impôts sont *nécessaires* à la satisfaction des besoins et des intérêts permanents de la Société et au fonctionnement de l'appareil gouvernemental; si, d'autre part, ils n'aboutissent pas directement à renchérir le coût de l'existence, il faudrait néanmoins *s'arrêter dans la voie des taxations, dès que sera atteinte la limite extrême dont le franchissement risque de paralyser la puissance productrice du pays*. Cette limite est certes difficile à préciser (1). Mais les observateurs attentifs et impartiaux ne manqueront pas de critérium pour sentir le tournant dangereux et l'on devrait tout tenter pour s'arrêter à temps sur la pente fatale.

Sous la réserve de cette limite extrême que les impôts ne devraient jamais dépasser, on peut dire que dans la situation économico-financière *actuelle* de la France (et de tous les pays ex-belligérants du Continent), les impôts, loin d'augmenter les prix, *contribuent* au contraire à BAISSER *indirectement* le coût de la vie, si paradoxale que cette affirmation puisse paraître *a priori*.

En effet, pour tous les pays à change obéré, la *cause essentielle* de la dépréciation persistante de leurs devises, c'est le *déséquilibre de leurs budgets*, avec les amoncellements de déficits qui s'en suivent. C'est que *ces déficits* sont, par la force des choses, *couverts par des*

1. M. Cauwès indique un critérium, en se plaçant, il est vrai, à un point de vue un peu différent. « Il est un signe à peu près certain auquel on peut reconnaître si un pays a une *vitalité économique égale à ses charges fiscales*; c'est lorsque le produit des impôts *donne des plus-values régulières*... » *Economie Politique*, t. IV, p. 439.

émissions fiduciaires ou *une augmentation désordonnée de la dette flottante* ! Ces expédients précipitent l'inflation et accentuent la baisse de l'étalon national. Dès lors, n'est-il pas permis d'espérer qu'une politique fiscale courageuse, se traduisant par des impôts à rendements élevés, judicieusement choisis et énergiquement appliqués, puisse constituer pour ces pays, *l'indice certain* d'une ère prochaine d'équilibre budgétaire et de vitalité financière ? Une pareille éventualité est de nature à *inspirer confiance* aux pays économiquement puissants, et à provoquer un puissant revirement d'opinion. Il en résulterait *une amélioration notable de l'étalon monétaire*, amenant à sa suite une baisse sensible de tous les prix nationaux. En effet, la baisse des cours des devises étrangères permet de payer les importations de produits étrangers à bien meilleur compte. Pour peu que le régime douanier ne soit pas empreint d'un protectionnisme outrancier, la concurrence des produits importés de l'Etranger, oblige les producteurs nationaux à reviser leurs cotations, en *enregistrant la baisse*, déjà réalisée sur les articles similaires importés.

D'autre part, un budget qui s'équilibre supprime les dangereux recours aux emprunts à jet continu ou à de nouvelles émissions de papier-monnaie, amenant du même coup une plus grande stabilisation des cours. On voit donc que tout cet ensemble de circonstances milite en faveur de la baisse et qu'il n'est pas exagéré de conclure, dans *la situation ACTUELLE* des finances françaises, que des impôts à forts rendements *contribuent plutôt à enrayer la vie chère* !



CONCLUSION

Dans la première partie de cette étude, on a vu que les pays les plus lourdement imposés n'étaient pas ceux tenant le record de la Vie Chère et que celle-ci affligeait davantage d'autres pays, à faible imposition et même certains Neutres dont les impôts avaient à peine augmenté depuis 1914.

Ces constatations, étayées sur des données statistiques puisées aux meilleures sources, auraient déjà eu pour effet de diminuer singulièrement l'importance de l'élément impôt dans le coût de production nationale. Mais, désirant serrer la question de plus près, nous avons été amené à consacrer la deuxième partie (de beaucoup la plus importante), à l'*examen concret* de la situation créée par les *nouvelles charges fiscales*, legs de la Grande Guerre. Il nous a fallu, dès lors, insister tout particulièrement sur *certaines transformations radicales* que la Guerre a opérées dans la structure économique du pays et qui restent trop souvent inaperçues.

Nous nous sommes ingénié, *avant tout*, à mettre en lumière, l'impossibilité d'*apprécier la mesure véritable des aggravations fiscales* (et de leur répercussion sur le coût de l'existence), *sans tenir compte*, au préalable,

du phénomène capital de *l'accroissement des revenus* privés. Nous avons signalé que les milliards d'impôts nouveaux, dont le recouvrement aurait semblé naguère une gageure, s'étaient tout simplement fondus dans l'ouragan de la vie chère. Celle-ci s'est traduite *par le triplement* de l'ensemble des revenus privés, et ce phénomène d'enrichissement, malgré son caractère fictif et purement nominal, n'en a pas moins ATTÉNUÉ, très sensiblement, *la charge réelle de ces énormes taxations* (1). On a vu, du reste (p. 39), qu'à côté de cet enrichissement fictif, il y en avait un autre, *réel et définitif*, dû à l'augmentation considérable de *l'outillage national*, suscitée par la nécessité d'une production intensive durant les cinq années de guerre.

Nous avons insisté, d'autre part, sur la nécessité de *distinguer* soigneusement, la part afférente aux impôts directs de celle des impôts indirects. Ceux-ci étant, dans l'ensemble, susceptibles de se *répercuter intégralement* sur les prix, ont pu contribuer à la vie chère, *de tout leur poids*, tandis que les impôts directs n'ont pu agir sur la hausse des prix, que *dans une proportion bien moindre*.

1. Les Experts de la Conférence financière de Bruxelles (1920), affirment, avec énergie, ce *phénomène d'atténuation*. « La dépréciation de la monnaie nationale, a pour effet de *réduire grandement* les difficultés, qu'ont les divers ministres des finances, à rembourser la dette intérieure » (*Documents de la Conférence*, t. IV, p. 28). Et l'argument s'applique avec non moins de force, en ce qui concerne la *charge réelle des impôts*.

Nous avons souligné, enfin, un curieux et bienfaisant effet des impôts, pris en bloc, consistant dans *la diminution du pouvoir d'achat* du contribuable-consommateur, laquelle met un frein au flot montant des cours, en restreignant le volume de la demande. C'est dire que l'impôt guérit d'une main (du moins en partie) la blessure qu'il a faite de l'autre !

Que conclure dès lors sur la part de l'impôt dans la vie chère ?

Nous avons établi plus haut (p. 49 et suiv.), que le fardeau du contribuable français (*même* après les aggravations de la loi du 25 juin 1920), *avait à peine doublé*, en tenant compte de sa capacité contributive accrue. Or, ce doublement des charges fiscales ne suffirait pas, à lui seul, à justifier le doublement du coût de la vie. En effet, l'impôt est loin d'être *l'unique*, ni même le principal élément du prix de revient des produits, puisque nous avons vu que sur les 100 milliards du Revenu National (1), *les impôts absorbaient à peine 20 milliards, soit le cinquième !*

En tenant compte, d'autre part, de la faible répercussion des impôts directs et aussi de l'effet bienfaisant et réactif de l'impôt (par la diminution du pouvoir d'achat du contribuable), nous arrivons finalement à assigner au facteur impôt, une part de 30 à 40 0/0, dans

1. Nous avons longuement expliqué (p. 54 et suiv.) que le total du revenu national annuel, correspond exactement à celui de la *production brute totale*, augmenté de la *rémunération globale des services immatériels*.

toutes les majorations survenues aux prix d'avant-guerre (1).

Comme on est loin d'expliquer le triplement (et souvent plus...) du coût de la vie, en se basant uniquement sur l'examen des aggravations fiscales !

1. On s'accorde aujourd'hui à reconnaître (et le fait est de tous les temps) que les taxes et impôts nouveaux se trouvent être d'admirables *prétextes* à des majorations de prix. Une foule de chefs d'entreprises appliquent, en effet, des pourcentages de majorations, *dépassant de beaucoup...* le quantum de l'imposition nouvelle. [Voir Roger Picard, *La Crise économique et la Baisse des salaires*, p. 49.] Il en résulte un *renchérissement artificiel* et absolument injustifiable du coût de la vie, *alors surtout* que le recouvrement des impôts nouvellement créés, donne lieu à de trop fréquentes *fraudes ou dissimulations* de la part des assujettis. Je cite, à titre d'exemple, la taxe sur le chiffre d'affaires, qui, au lieu des 5 mds. prévus, n'a fourni que 1.876 millions (de juillet 1920 à fin juin 1921), soit environ *le tiers* ! Et pourtant quel est donc le vendeur qui n'ait majoré ses prix de 1,10 0/0 *au minimum* !

Vu : le Président de la thèse,
CH. RIST

Vu : le Doyen,
LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.	5
INTRODUCTION.	7

PREMIÈRE PARTIE

ARGUMENTS TIRÉS DE L'OBSERVATION DE FAITS MON- DIAUX CONTEMPORAINS	11
1 ^{er} <i>Argument.</i> — La vie chère est un phénomène mondial.	12
2 ^e <i>Argument.</i> — Manque de corrélation entre le niveau des impôts et celui des prix.	14
3 ^e <i>Argument.</i> — L'exemple de la politique fiscale des pays anglo-saxons.	16
4 ^e <i>Argument.</i> — La vague de baisse.	20
5 ^e <i>Argument.</i> — Arguments historiques.	23

DEUXIÈME PARTIE

EXAMEN DES AGGRAVATIONS FISCALES ET LA MESURE DE LEUR RÉPERCUSSION SUR LA VIE CHÈRE	33
1 ^{re} <i>Section.</i> — Mesure de l'aggravation des charges fis- cales depuis août 1914.	34
La dépréciation de l'étalon monétaire et ses con- séquences.	40
2 ^e <i>Section.</i> — Distinction à faire parmi les impôts au point de vue de leur répercussion sur les prix.	66

3 ^e Section. — L'impôt réagit contre la hausse des prix en stimulant parfois la production.	72
4 ^e Section. — L'impôt contrecarre la hausse des prix en diminuant le pouvoir d'achat du contribuable. .	73
5 ^e Section. — Limite que les taxations ne doivent fran- chir, sous peine de diminuer la capacité produc- trice du pays	77
CONCLUSION.	95

